



**NATIONS UNIES**

**CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE**

**En collaboration avec le gouvernement des  
Seychelles, le FNUAP, le PNUD, et UNIFEM**

Réunion sous-régionale de suivi de la mise  
en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar  
et de Beijing Afrique de l'Est et Afrique australe

Seychelles  
15 - 18 février 1999

Distr.: LIMITEE

E/ECA/ACW/SRMES/99/8  
Février 1999

FRANCAIS  
Original: ANGLAIS

**RAPPORT**

ACW  
/99/046

## **TABLE DE MATIERE**

### **Pages**

<b>A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX</b>	<b>1</b>
<b>B. COMPTE RENDU DES TRAVAUX</b>	<b>1</b>
1. Cérémonie d'ouverture (point & de l'ordre du jour)	1
2. Présentation de l'ordre du jour et du programme de travail et élection du Rapporteur général (point 2 de l'ordre du jour)	5
3. Le climat politique en Afrique de l'Est et en Afrique australe : exposés des pays membres par les chefs de délégation (point 3 de l'ordre du jour)	6
4. Présentation des rapports analytiques sur la mise en oeuvre des plans d'action nationaux dans les pays des deux sous-régions (point 4 de l'ordre du jour)	9
5. Relations entre les Plans d'action nationaux et les Plans de développement national (point 5 de l'ordre du jour)	12
6. Présentation d'un outil de suivi ; Principes directeurs pour l'établissement des rapports de pays sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la Plateforme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing (points 6 et 7 de l'ordre du jour)	15
7. Suivi de la Conférence interne sur les femmes africaines et le développement économique : investir dans l'avenir (point 8 de l'ordre du jour)	17
8. Exposé sur l'état d'avancement des préparatifs de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes (point 9 de l'ordre du jour)	18
9. Réunion-débat sur les stratégies visant à accélérer l'accès des femmes à la terre (point 10 de l'ordre du jour)	19
10. Exposé sur le SIDA et le renforcement du pouvoir économique des femmes (point 11 de l'ordre du jour)	20
11. Marche nationale des femmes : communication et mobilisation (point 12 de l'ordre du jour)	21
12. Adoption du rapport de synthèse et cérémonie de clôture (point 13 de l'ordre du jour)	21

## **ANNEXES :**

- Annexe I :** PROGRAMME DE TRAVAIL
- Annexe II :** QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DE LA VIABILITE DU PLAN NATIONAL D'ACTION
- Annexe III :** RESPONSES FROM QUESTIONNAIRES
- Annexe IV :** LES GRANDES LIGNES D'UN PLAN D'ACTION NATIONAL MODELE
- Annexe V :** UN OUTIL PRATIQUE DE SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL
- Annexe VI :** LIGNES DIRECTRICES POUR LA PREPARATION DES RAPPORTS NATIONAUX SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DES PLATES-FORMES D'ACTION DE DAKAR ET DE BEIJING
- Annexe VII :** CONFERENCE ORGANISEE A L'OCCASION DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CEA "LES FEMMES AFRICAINES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE: INVESTIR DANS NOTRE AVENIR"

**28 AVRIL - 1ER MAI 1998, ADDIS-ABEBA (ETHIOPIE)**

### **Liste des mesures recommandées**

- Annexe VIII:** MARCHE MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000
- Annexe IX:** ACW BIENNIAL ACHIEVEMENTS FROM 1994 - 1999
- Annexe X:** REPARTITION DES TACHES

## A. PARTICIPATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX

1. La réunion de suivi de la mise en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing pour les sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe s'est tenue aux Seychelles, au Berjaya Beach Resort Hotel, du 15 au 18 février 1999. Elle a été organisée par le Centre africain pour la femme (ACW) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et les Centres de développement sous-régionaux (CDSR) d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, en collaboration avec le Gouvernement des Seychelles, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM).

2. Ont participé à la réunion des représentants de gouvernements, de parlements et d'organisations non gouvernementales des pays suivants : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

3. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient présentes : Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA); East African Cooperation (EAC); Commission pour l'Océan Indien (COI) et Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC).

4. Les organisations non gouvernementales (ONG) régionales et sous-régionales ci-après étaient représentées : Eastern African Sub-regional Support Initiative for the Advancement of Women (EA-SSI); le Réseau de femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET); le Centre de recherche et de documentation de l'Afrique australe (SARDC) et la Fédération des réseaux de femmes africaines pour la paix (FERFAP).

5. Les institutions suivantes des Nations Unies étaient également représentées : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD); Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM); Organisation mondiale de la santé (OMS) et Programme des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONU/SIDA).

## B. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

### 1. Cérémonie d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)

6. La cérémonie d'ouverture s'est déroulée le lundi 15 février 1999. M. James A. Michel, Vice-Président de la République des Seychelles, M. William E. Herminie, Ministre seychellois des affaires sociales et du développement de la main-d'oeuvre, des membres du Gouvernement, des membres du corps diplomatique et des représentants d'institutions des Nations Unies et d'organisations intergouvernementales y ont pris part.

7. La cérémonie d'ouverture a été honorée de la présence de la Première Dame de la République des Seychelles.

8. Mme Marie-Josée Bonne, représentante du Ministère seychellois des affaires sociales et du développement de la main-d'oeuvre, qui a présidé la cérémonie d'ouverture, a souhaité la bienvenue aux participants.

9. Prenant ensuite la parole, M. Robert M. Okello, Directeur p.i. du Centre de développement sous-régional (CDSR) d'Afrique australe, a tout d'abord souhaité la bienvenue aux participants au nom de M. K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la CEA et en celui de M. Halidou Ouédraogo, Directeur du CDSR d'Afrique de l'Est. Il a ensuite souligné tout l'intérêt que M. Amoako portait aux questions se rapportant à la promotion de la femme puisque la célébration du quarantième anniversaire de la CEA avait été placée sous le signe du rôle de la femme africaine dans le développement économique de l'Afrique. M. Okello a ensuite remercié, au nom de la CEA, le gouvernement et le peuple des Seychelles pour leur accueil chaleureux et pour les moyens mis en oeuvre en vue d'assurer le succès de la réunion.

10. S'agissant des liens de partenariat établis au titre de la mise en oeuvre, du suivi et de l'évaluation du Programme d'action de Beijing et de la Déclaration et du Programme d'action de Copenhague sur le développement social, il a souligné que la CEA était chargée, dans le cours de l'année, de faire rapport au Secrétaire général de l'ONU sur les progrès réalisés à cet égard. Conformément au programme de réforme de la CEA récemment mis en place, la Commission avait choisi d'oeuvrer dans le cadre d'une approche privilégiant l'action sous-régionale et donc les échanges au sein de forums plus restreints et plus homogènes.

11. Il a ensuite informé les participants que les activités d'appui menées par la CEA au niveau sous-régional étaient essentiellement orientées vers les Communautés économiques sous-régionales qui étaient au centre des actions menées pour mettre en oeuvre le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine. Les CDSR devaient, en conséquence, être davantage perçus comme des centres d'expertise pour les sous-régions, l'efficacité de leur action étant, dans une large mesure, conditionnée par la demande des Etats membres et des organisations agissant dans la sous-région pour le compte de ces Etats.

12. Dans cet ordre d'idées, M. Okello s'est déclaré très heureux que les secrétariats du SADC et du COMESA soient représentés à la réunion. Avec l'esprit de coopération qui présidait aux activités menées dans le cadre du COMESA, de la SADC, de l'EAC, de la COI, de l'IGAD ainsi que des ONG et d'autres organisations de la société civile, la CEA se proposait d'accorder un appui technique aux Etats membres par le biais des mécanismes mis en place par ces Etats aux niveaux national, sous-régional et régional, ce qui permettra de promouvoir le développement de la région dans son ensemble.

13. En conclusion, M. Okello a invité l'ensemble des participants engagés dans les activités de suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Copenhague et du Programme d'action du Sommet pour le développement social à tirer le meilleur parti des conclusions de la présente réunion à la veille de la tenue, à Nairobi (Kenya), du 15 au 17 mars 1999, de la réunion de suivi du Sommet pour le développement social.

14. Au nom du Secrétaire exécutif de la CEA, Mme Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour la femme (ACW), a remercié le Gouvernement seychellois d'avoir bien voulu abriter la réunion. Elle a rendu hommage aux responsables du Ministère des affaires étrangères et du Ministère des affaires sociales et du développement de la main-d'oeuvre pour leur esprit de collaboration et leur hospitalité. Elle a également salué les personnalités, les représentants des organisations intergouvernementales et des agences soeurs des Nations Unies présents et remercié le PNUD, le FNUAP et UNIFEM pour leur contribution financière.

15. Elle a ensuite souligné que cette réunion sous-régionale, la dernière figurant au programme 1997/1998 du Centre, entrerait dans le cadre du suivi de la mise en oeuvre des Plateformes de Dakar et de Beijing, demandé par l'Assemblée générale des Nations Unies aux différentes Commissions régionales. A ce titre, le Centre mettait essentiellement l'accent sur les stratégies adoptées par les gouvernements, notamment sur les plans d'action nationaux, qui servaient d'instruments pour évaluer les progrès réalisés.

16. La réunion se tient cinq ans après la Conférence de Beijing et coïncide avec la préparation du bilan global post-Beijing, prévu à New York en juin 2000. Celui-ci suivra la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes qui se tiendra en novembre 1999.

17. La Directrice du Centre a précisé que la mission de celui-ci était de défendre les revendications des femmes aux niveaux les plus élevés et a souhaité que le Conseil des Ministres et le Sommet des chefs d'Etat de l'OUA tiennent davantage compte des préoccupations des femmes conformément au Programme d'action de Beijing. Le Centre avait achevé le travail préparatoire en collaboration notamment avec les ONG et les gouvernements. Il y aura lieu, dans ce domaine, d'établir des alliances stratégiques afin de mettre fin aux discriminations de toutes sortes à l'égard des femmes et de reconnaître l'importance de leur rôle et de leur apport pour plus de justice, plus de démocratie et plus de paix.

18. Prenant la parole, M. William E. Herminie, Ministre seychellois des affaires sociales et du développement de la main d'oeuvre, a réaffirmé l'engagement de son pays à poursuivre et à développer les efforts entrepris depuis la Conférence de Beijing. Il a souligné que le principe d'égalité entre les sexes était inscrit dans les valeurs culturelles des Seychelles à tous les niveaux et consacré par la Constitution. Ayant lui-même conduit la délégation des Seychelles au Forum de La Haye qui avait dressé le bilan des Programmes d'action nationaux établis à la suite de la Conférence internationale sur la population et le développement qui s'était tenue au Caire en 1994, il a rappelé que l'un des cinq thèmes du Forum avait été "L'égalité entre les sexes, l'équité et le renforcement du pouvoir économique des femmes". Ce thème établissait, à son sens, un rapport

conceptuel étroit avec de nombreux instruments des droits de l'homme et une référence pour la prise en compte effective d'un grand nombre de préoccupations exprimées dans le Programme d'action de Beijing. Etant donné que ces liens conceptuels revêtaient une importance cruciale pour la promotion de l'égalité entre les sexes qu'il y avait lieu de mener en toute circonstance et de façon globale, le Forum avait également mis l'accent sur le renforcement des liens de partenariat en vue d'associer dans l'action les gouvernements, le secteur privé, la jeunesse, les parlementaires et les ONG.

19. Les participants étaient donc appelés à poursuivre, dans une optique africaine, les tâches d'évaluation de l'après-Beijing, au regard notamment de la situation prévalant dans ce domaine en Afrique de l'Est et en Afrique australe. Il leur appartenait de faire le point de ce qui avait été accompli, de recenser les faiblesses et de préciser ce qui, dans les Plans d'action nationaux, devait être renforcé. Le Président de la République des Seychelles, M. France Albert René avait fort justement déclaré qu'avec l'apport précieux et indispensable des femmes, l'humanité pouvait aspirer au progrès et au bien-être et qu'en leur absence, il était illusoire d'espérer tirer le meilleur parti de toutes ses ressources. Il serait bon que les participants gardent cela à l'esprit pour que les pays qu'ils représentent puissent prospérer et se développer dans un environnement marqué par la mondialisation.

20. Il a ensuite invité le Vice-Président de la République des Seychelles, M. James Michel, à prendre la parole.

21. Dans son discours d'orientation, M. James A. Michel a tout d'abord déclaré que dans le cadre de la stratégie de développement national, son pays s'était notamment fixé pour objectif d'atteindre l'égalité véritable des sexes. Lors de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, tenue à Chypre en 1993, le Président France Albert René avait affirmé que le rôle des femmes n'était pas moins important que celui des hommes. Créés égaux, les femmes et les hommes se complétaient et formaient un équilibre parfait. Aussi longtemps que les femmes seront empêchées d'exprimer toute l'étendue de leurs possibilités, les hommes ne sauraient prétendre à la grandeur. Ces propos résument parfaitement, dans le cas des Seychelles, la complémentarité établie entre femmes et hommes qu'il faudrait bien comprendre et mettre en pratique pour peu que l'on veuille réellement se distinguer dans le monde d'aujourd'hui.

22. Les femmes comptent mais ne sont pas prises en compte. Aussi les participants devraient-ils se demander pourquoi, partout dans le monde, les femmes sont toujours considérées comme des citoyens de deuxième catégorie, plus de cinquante ans après la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui, comble d'ironie, a été le fait d'une femme.

23. Si l'égalité entre femmes et hommes a été consacrée dans la Constitution de 1993, les Seychellois croient depuis longtemps qu'elle constitue un aspect essentiel de la vie. A la manière de Yaa Asantewaa, les Seychelloises ont longtemps occupé le devant de la scène et participé au développement culturel, social et économique de leur pays. La représentation des Seychelloises au parlement est comparable à celle des pays scandinaves et nordiques. En droit, il n'existe pas de discrimination contre les femmes. Celles-ci peuvent posséder des biens en leur nom propre, quel que soit leur état civil ou leur situation matrimoniale, le droit successoral étant le même pour les

femmes et les hommes. Pour fier qu'il puisse être de tous ces acquis, le gouvernement seychellois n'en poursuivra pas moins ses efforts jusqu'à la suppression totale de toute barrière, culturelle ou psychologique, au développement intégral des fillettes et donc des femmes qu'elles sont appelées à devenir.

24. Evaluant les actions mises en oeuvre depuis 1995, le Vice-Président a invité les participants à s'assurer que les mesures prises et celles qui étaient envisagées visent réellement à faire en sorte que "les femmes soient prises en compte".

25. Il a ensuite souhaité aux participants pleins succès dans leurs travaux et annoncé l'ouverture officielle de la réunion.

**2. Présentation de l'ordre du jour et du programme de travail et élection du Rapporteur général (point 2 de l'ordre du jour)**

26. La séance consacrée à ce point de l'ordre du jour a été présidée par M. William E. Herminie, Ministre seychellois des affaires sociales et du développement de la main d'oeuvre.

27. Les participants ont adopté l'ordre du jour suivant:

- Cérémonie d'ouverture;
- Présentation de l'ordre du jour et du programme de travail;
- Le climat politique en Afrique de l'Est et en Afrique australe au lendemain de la Conférence de Beijing (par les chefs de délégation);
- Présentation des rapports analytiques sur la mise en oeuvre des Plans d'action nationaux dans les pays des deux sous-régions;
- Relations entre les plans d'action nationaux et les plans de développement national;
- Principes directeurs pour l'établissement des rapports de pays sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing;
- Suivi de la Conférence internationale sur la femme africaine et le développement économique: investir dans l'avenir;
- Exposé sur l'état d'avancement des préparatifs de la sixième Conférence régionale sur les femmes (examen à mi-parcours 1999);
- Réunion-débat sur les stratégies visant à accélérer l'accès des femmes à la terre;



**Exposé sur le SIDA et le renforcement du pouvoir économique des femmes;**

- Marche nationale des femmes: communication et mobilisation;
- Réunions informelles;
- Adoption du rapport de synthèse et cérémonie de clôture.

28. Le programme de travail a également été adopté. Le Dr. Inonge Lewanika, Député de la Zambie, a été élu Rapporteur général de la réunion.

**3. Le climat politique en Afrique de l'Est et en Afrique australe: exposés des pays membres par les chefs de délégation (point 3 de l'ordre du jour)**

29. Cette séance a été présidée par M. William E. Herminie.

30. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les représentants des pays ci-dessous énumérés ont pris la parole pour donner un bref aperçu de l'évolution de la situation dans leurs pays respectifs depuis les conférences de Dakar et de Beijing: Afrique du Sud, Angola, Botswana, Burundi, Comores, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Seychelles, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

31. D'une façon générale, la plupart des pays ont fait preuve d'une très grande volonté politique et démontré leur engagement résolu à créer un environnement favorable à la prise en charge des problèmes de la femme et à la promotion son statut social. Certains pays ont mis en place des politiques et promulgué des textes de loi complémentaires destinées à promouvoir l'égalité entre les sexes et à renforcer l'intégration des femmes à la vie publique.

32. Sur le plan juridique, il a été noté que nombre de pays avaient signé et ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Il a, en outre, été souligné que certains pays avaient promulgué de nouvelles Constitutions tenant davantage compte des droits des femmes (Malawi, Ouganda) et que d'autres étaient sur le point de le faire. Dans la plupart des pays, des lois avaient été votées pour promouvoir l'égalité entre les sexes (code de la famille, code pénal, code foncier, etc).

33. La majorité des pays des sous-régions d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe ont mis en place des mécanismes institutionnels de promotion de la femme (là où il n'en existait pas) et renforcé ou amélioré ceux qui existaient déjà. Il s'agit soit de ministères de la femme, soit de départements des affaires féminines, soit de Bureaux chargés de femmes. Dans le cas de l'Afrique du Sud, un mécanisme agissant aux niveaux national et provincial pour la promotion de l'égalité

entre les sexes dont les structures s'étendent au gouvernement, au parlement, à des organes indépendants et à des organisations féminines de la société civile, a été créé. Dans le cadre des activités d'intégration des femmes à la vie publique, la plupart des pays ont informé les participants que des centres de coordination ou des bureaux chargés de la promotion de la femme avaient été mis en place dans les départements sectoriels relevant des ministères d'exécution.

34. D'autres mécanismes de promotion de la femme et de l'égalité des sexes ont été mis en place. Il s'agit notamment, pour le Kenya et le Mozambique, de Comités nationaux ad hoc chargés du suivi de la mise en oeuvre des décisions prises dans ce domaine. Au Zimbabwe, un comité interministériel a été créé en vue de suivre la mise en oeuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes alors qu'en Ouganda et en Afrique du Sud, des Commissions des droits de la personne humaine ont vu le jour.

35. En matière de développement des capacités, la plupart des pays dont le Botswana, le Burundi, le Mozambique, Madagascar, le Rwanda, la Zambie, l'Ethiopie, les Comores ou la Tanzanie, ont établi des programmes de formation et de sensibilisation aux questions de l'égalité entre les sexes et de l'intégration des femmes à la vie publique.

36. S'agissant de la place de la femme dans les postes de responsabilité et de décision, des progrès notables sont à relever dans certains pays. Aux Seychelles et au Mozambique, la représentation féminine au parlement est de 27%, alors que le gouvernement mozambicain est composé de 14% de femmes. Il a également été relevé un accroissement considérable du nombre de femmes conseillers dans les organes relevant des collectivités locales. En outre, des mesures spécifiques en faveur des femmes ont été prises dans des pays tels que l'Erythrée, la Tanzanie et l'Ouganda, qui ont décidé de réserver une partie des sièges de députés aux femmes.

37. Si des progrès sont à relever dans les domaines ci-dessus mentionnés, il y a cependant lieu de rendre compte des inquiétudes exprimées par certains pays qui ont connu de graves crises socio-politiques et des conflits armés dont les femmes ont été les principales victimes. Les femmes d'Angola, du Burundi, des Comores, de l'Erythrée et du Rwanda ont certes connu des difficultés en raison de la guerre, mais elles n'en ont pas moins agi en faveur de la paix. De plus, dans chacun de ces pays, des efforts concertés ont été déployés pour l'établissement et l'exécution de plans d'action nationaux et d'autres programmes en faveur des femmes.

38. A la suite des exposés de pays, les participants ont examiné différentes questions se rapportant aux difficultés liées à l'affectation des ressources, la mobilisation, la coordination et le suivi des opérations de mise en oeuvre des programmes.

39. Des représentants d'Organisations non gouvernementales et intergouvernementales régionales et sous-régionales ont été invités à présenter des exposés sur leurs activités respectives selon l'ordre ci-après:

40. Le Réseau de femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET) est un organe régional dont le siège est à Nairobi (Kenya). Il reçoit et diffuse l'information sur toutes les activités se rapportant à la mise en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing. Les informations sont diffusées par le truchement de bulletins, à travers des conférences et par le réseau Internet. FEMNET exécute actuellement un programme sur le suivi, en Afrique, de la mise en oeuvre des accords internationaux et régionaux.

41. Women in Law and Development in Africa (WILDAF) est une organisation basée à Harare (Zimbabwe) qui s'occupe de questions se rapportant à la femme et au droit ainsi qu'à d'autres domaines. Elle agit, en particulier, pour apprendre aux femmes comment défendre leurs droits. WILDAF mène actuellement des actions en direction de groupes et d'individus pour les amener à porter plainte contre des violations de leurs droits.

42. La Eastern African Sub-regional Support Initiative for the Advancement of Women (EA-SSI) a été créée en 1996. Elle agit comme mécanisme de soutien au processus post-Beijing pour les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Est. Son objectif général est de faciliter les contacts pour mener à bien des activités de collaboration, de coordination et d'échange d'informations entre les différents acteurs et parties concernées par la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing dans la sous-région de l'Afrique de l'Est. L'EA-SSI produit des bulletins. Elle a développé une base de données et un outil de suivi post-Beijing. Elle fait actuellement des recherches sur l'accès des femmes à la terre et à la propriété terrienne. Elle organisera une deuxième réunion post-Beijing en octobre 1999.

43. Le Southern Africa Research Documentation Centre (SARDC-WIDSAA) est actif dans le domaine des politiques d'intégration des femmes au développement en Afrique australe. C'est un outil d'information qui facilite l'échange de données d'expérience. Il est très actif dans le domaine du suivi des progrès réalisés dans la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et d'autres engagements régionaux et sous-régionaux. SARDC-WIDSAA a créé des bases de données sur les publications concernant la femme ainsi que sur les domaines d'expertise et les contacts dans la région. Parmi ces publications, on peut citer celle se rapportant à la situation de la femme dans 12 pays de la SADC. SARDC-WIDSAA appuie différents groupes actifs dans ce domaine dont des organes d'information et des parlementaires. Il leur fournit des informations sur les questions se rapportant à la femme et au développement.

44. La Fédération des réseaux de femmes pour la paix (FERFAP) mène depuis 1994 nombre d'activités dans le domaine de la promotion de la paix. Elle a dépêché des missions de solidarité et de paix dans plusieurs pays en conflit. Elle a également pris une part active dans des missions d'observation des élections dans nombre de pays. FERFAP est représentée par deux membres au sein du Comité africain OUA/CEA des femmes pour la paix et le développement.

45. La Commission pour l'Océan Indien (COI) a été créée en 1984 par cinq Etats de l'Océan Indien. Elle s'est donné pour objectif de promouvoir la coopération régionale dans différents domaines. La Commission participe à la promotion des activités économiques des femmes par le biais de PRIDE. Elle a récemment créé un comité qui a été chargé d'étudier les activités communes des femmes dans la région.

46. Le COMESA, par le biais de la Division de la programmation de l'investissement et du développement du secteur privé, a créé un service "Women in Business" qui abrite le secrétariat provisoire de la Fédération des associations nationales des femmes chefs d'entreprise pour la région du COMESA (FEMCOM). FEMCOM a donc été créée dans le but de s'occuper des intérêts des femmes chefs d'entreprise et de renforcer leur pouvoir économique. Conformément au Programme d'action de Beijing, le service "Women in Business" s'emploie actuellement à faciliter les activités économiques des femmes par l'intégration des activités des femmes dans tous les programmes du COMESA; le renforcement des centres nationaux de coordination de FEMCOM; des centres d'information sur l'activité économique et des liaisons et réseaux mis en place avec les autres Associations de femmes chefs d'entreprises, les Chambres de commerce et les organisations communautaires; et la consolidation des liens de partenariat et l'établissement d'alliances.

47. East African Cooperation (EAC) est une organisation intergouvernementale ayant pour mandat de promouvoir l'intégration régionale et le développement au Kenya, en Ouganda et en Tanzanie. La commission tripartite permanente a été créée en 1993 et son secrétariat mis en place en 1996 à Arusha. La stratégie de développement D'EAC met en relief l'importance du rôle des femmes de l'Afrique de l'Est dans le développement économique, social et politique de la région ainsi que la nécessité pour les femmes d'être considérées comme partenaires à part entière des activités de développement à l'échelle régionale et, à ce titre, de bénéficier d'un rang de priorité élevé. Le projet de traité portant création de la Communauté de l'Afrique de l'Est souligne la nécessité de promouvoir la participation des femmes. Il précise en son article 4 e) que "La Communauté s'emploiera à promouvoir le rôle des femmes dans les activités de développement socio-économique". A l'occasion de la onzième réunion de l'EAC, le 21 janvier 1999, un Comité sur la Femme et le développement communautaire oeuvrant dans le cadre de l'EAC, a été créé.

#### **4. Présentation des rapports analytiques sur la mise en oeuvre des plans d'action nationaux dans les pays des deux sous-régions (point 4 de l'ordre du jour)**

48. La séance consacrée à l'examen de ce point de l'ordre du jour a été présidée par Mme. Beatrice Wabudeya, Ministre d'Etat ougandais chargé de la femme et des affaires culturelles.

49. Un exposé sur l'Initiative de la SADC en faveur des femmes a été présenté par Mme. Athaliah Molokomme, Administratrice principale de la SADC chargée des questions de la femme. Elle a déclaré à cet égard que dans la région de la SADC, les activités en faveur des femmes avaient

commencé bien avant la Conférence de Beijing, mais que celle-ci avait donné l'occasion aux ONG et aux gouvernements de travailler en plus étroite coopération et permis d'institutionnaliser l'approche des questions se rapportant à la femme dans la région.

50. La période post-Beijing s'est ainsi caractérisée par la création de réseaux puissants; la multiplication, dans la société civile, des groupes de pression et des campagnes de plaidoyer, des associations de femmes et des militantes des droits de la femme; le renforcement de la collaboration entre les pouvoirs publics et les ONG; l'engagement politique accentué au plus haut niveau.

51. Dans la région de la SADC, le cadre institutionnel mis en place pour la promotion de la femme porte sur des actions menées auprès des ministres de la SADC responsables des affaires de la femme; la création d'un comité consultatif régional, composé d'un représentant de chaque gouvernement et des ONG, chargé de conseiller les ministres responsables des affaires de la femme; la nomination de coordonnatrices au niveau sectoriel, chargées de veiller à l'intégration des questions relatives à la femme dans chaque secteur de développement clé et, enfin, la création d'un service pour la promotion de la femme, chargé de coordonner et de faciliter toutes les activités menées dans ce cadre général.

52. Les domaines d'action prioritaires arrêtés dans la région de la SADC ont été révisés en 1997. Ils concernaient: les mesures relatives aux femmes et les cadres institutionnels; les droits fondamentaux de la femme; l'accès aux structures économiques et le contrôle des ressources; l'égalité entre l'homme et la femme dans l'action et la décision; la promotion de la paix et de la stabilité dans la région de la SADC; La prise en compte des questions/stratégies intersectorielles de tous les pays membres de la SADC.

53. Lors de la mise en oeuvre du plan d'action régional de la SADC, il y aura lieu de supprimer des obstacles tels que la fixation d'objectifs irréalistes; la banalisation des questions relatives à la femme et les résistances à divers niveaux; les activités non coordonnées d'autres institutions entraînant des doubles emplois inutiles, y compris dans les structures de la SADC; Les problèmes de communication; l'engagement inégal manifesté par les pays membres de la SADC; l'absence de mesures novatrices visant à renforcer les initiatives de la SADC; les relations tendues entre ONG et pouvoirs publics.

54. En conclusion, l'oratrice a recommandé l'établissement de partenariats concrets entre la SADC et les autres organes sous-régionaux et l'utilisation des forums régionaux pour créer un cadre de collaboration entre les divers organes régionaux.

55. Mme Mebo Mwaniki, Coordonnatrice des questions relatives à la femme au Centre de développement sous-régional d'Afrique australe, a présenté la synthèse du rapport de la CEA. Celui-ci concerne, pour l'essentiel, les réponses au questionnaire qui a été adressé aux Etats membres.

56. S'agissant de l'élaboration des plans d'action nationaux, il a été souligné que 18 pays avaient rempli et retourné le questionnaire au secrétariat de la CEA. Sur ces 18 pays, 14 avaient déjà élaboré leur plan d'action national. L'Afrique du Sud, Djibouti, l'Erythrée et le Lesotho étaient sur le point de le faire.

57. Quasiment tous les domaines d'action ont été déclarés prioritaires par les différents pays, chacun d'eux se limitant à quatre à six domaines.

58. Dans la plupart des cas, les décideurs, les ONG, les ministères d'exécution, le secteur privé, la société civile, les bailleurs de fonds bilatéraux, les institutions des Nations Unies et d'autres parties se sont impliqués dans la formulation et l'adoption des plans d'action nationaux.

59. Même si 14 pays ont annoncé avoir établi leur plan d'action national, certains étaient encore en phase de consultation sur les modalités de leur mise en oeuvre.

60. Dans certains pays, le processus a abouti à l'établissement de partenariats et à la création de synergies dans l'élaboration comme dans la mise en oeuvre des plans d'action nationaux.

61. La responsabilité de la mise en oeuvre du plan d'action national incombait en premier lieu aux gouvernements mais d'autres parties (les ONG, la société civile, le secteur privé, les Nations Unies, les bailleurs de fonds bilatéraux) étaient également concernées.

62. Certains pays ont indiqué n'avoir connu aucune difficulté dans l'élaboration de leur plan d'action national alors que d'autres précisent avoir été gênés par les délais réduits qui leur ont été fixés et n'avoir pas pu disposer de ressources suffisantes pour faire participer autant de personnes que l'exigeait cette opération. S'agissant de la mise en oeuvre des plans d'action nationaux, les problèmes généralement rencontrés ont été, entre autres: l'insuffisance des ressources humaines et financières; les pratiques culturelles négatives; les attitudes de la société à l'égard des questions relatives aux femmes; l'absence de personnel formé à l'analyse des questions relatives aux femmes; l'absence de moyens matériels (moyens de communication, etc.); le peu d'engagement manifesté par certains acteurs importants.

63. Onze pays signalent avoir établi des indicateurs de suivi des progrès de la mise en oeuvre. Les sept autres étaient encore en train d'élaborer les leurs.

64. La plupart des rapports font état d'un flux d'information régulier entre les différents acteurs chargés de la mise en oeuvre du plan d'action national grâce à la diffusion régulière de bulletins, à la tenue de réunions de consultation, de conférences et de séminaires, à la diffusion de programmes radiophoniques et à l'établissement de partenariats avec les ONG, les OIG et les partenaires en matière de développement.

65. La plupart des pays qui mettent en oeuvre leur plan d'action national ont précisé qu'ils établissaient des rapports trimestriels et annuels et qu'ils disposaient également de bureaux régionaux pour suivre les progrès réalisés sur le terrain.

66. Concernant les ressources, il ressort des 18 questionnaires reçus que 16 pays n'avaient pas de budget affecté à la mise en oeuvre du plan d'action national. Dans les deux pays disposant d'une allocation budgétaire prévue à cet effet, celle-ci était insuffisante. Dans le cas du Swaziland, 6 % des ressources budgétaires allaient au département du ministère chargé de la mise en oeuvre du Plan d'action national. Pour Maurice, l'allocation budgétaire était destinée non pas au département concerné mais aux activités de l'ensemble du ministère.

67. Seuls 8 pays déclarent disposer de données ventilées par sexe. Quant aux autres, ils étaient sur le point d'en produire en collaboration avec leurs offices de statistique.

68. Au cours des discussions qui ont suivi les exposés de la SADC et de la CEA, certains participants ont souhaité savoir si la CEA avait pour mandat d'apporter un appui à la mise en oeuvre des plans d'action nationaux et à la mobilisation de ressources supplémentaires, le PNUD n'ayant pas répondu aux attentes dans ce domaine. D'autres ont demandé que les rapports finaux concernant le questionnaire soient envoyés aux pays pour vérification avant que la CEA ne les finalise pour les présenter lors de l'examen à mi-parcours du Programme d'action de Beijing (Beijing +5).

69. En réponse à la première question, il a été clairement indiqué que la CEA n'était pas une institution de financement, mais qu'elle avait pour mandat de renforcer les capacités des Etats membres par l'octroi d'une assistance technique en matière d'élaboration des politiques; l'établissement de partenariats dans certains domaines prioritaires avec les OIG, les acteurs du développement et d'autres intervenants; la diffusion et l'échange d'informations et la sensibilisation à la promotion de la femme.

70. Il a été également précisé que le programme mis en oeuvre par la CEA dans le domaine de la promotion de la femme n'était pas élaboré de façon isolée, mais qu'il était conçu dans le cadre du programme global de développement élaboré par la Commission.

##### **5. Relations entre les Plans d'action nationaux et les Plans de développement national** (point 5 de l'ordre du jour)

71. La séance consacrée à ce point de l'ordre du jour a été présidée par Mme. Lilian Patel, Ministre de la femme, de la jeunesse et des services communautaires du Malawi.

72. Dans son exposé, Mme. Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour la femme, a insisté sur la vision commune qui doit prévaloir en ce qui concerne les plans d'action nationaux et les politiques nationales en faveur de la femme par rapport au plan de développement national dans la mesure où certains pays disposent de plans sectoriels sans relation avec le plan de développement national. Il était donc important de créer des synergies ou des complémentarités entre les politiques nationales en faveur des femmes et les plans de développement national.

73. Dans la plupart des pays, les outils de planification sont: le plan de développement national qui, dans certains pays, est devenu le plan du développement humain durable qui inclut des éléments tels que les orientations nationales en matière de développement économique et social; les priorités générales de développement basées sur l'impératif de croissance économique; les objectifs sectoriels spécifiques à moyen et long terme; les programmes et projets essentiels; l'affectation de ressources humaines et financières pour chaque programme et chaque secteur et les mécanismes institutionnels de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation des programmes.

74. Les plans d'action nationaux relatifs à la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing connus sous l'appellation de Plan d'action pour l'intégration de la femme au développement ou plan national de promotion de la femme comportent les éléments ci-après: orientations générales; priorités; objectifs spécifiques; activités du programme; ressources humaines et financières et mécanismes de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation du programme.

75. Un nouvel outil de planification, qualifié de "politique nationale sur l'approche genre", apparu dans certains pays comme l'Ouganda, présente les éléments suivants: principes de fonctionnement; objectifs de développement national; objectifs se rapportant à la politique nationale en faveur des femmes; stratégies; cadre institutionnel; domaines d'intérêt et mécanismes de suivi et d'évaluation.

76. Le lien existant entre les trois outils de planification ci-dessus cités part de l'hypothèse selon laquelle les Plans d'action nationaux établis à la suite de la Conférence de Beijing ont été élaborés dans le cadre d'une stratégie visant à peser sur la mise en oeuvre des Programmes de développement national de façon à promouvoir l'objectif d'égalité entre les sexes.

77. Après avoir obtenu des éclaircissements sur les différentes interprétations se rapportant aux éléments composant les trois outils de planification, les participants ont formé quatre groupes de travail et ont poursuivi le débat sur cette question.

78. L'objectif principal assigné aux groupes de travail était d'échanger des données d'expérience sur les éléments communs existant entre les trois outils de planification.

79. Les quatre groupes de travail ont présenté leurs conclusions. Les points marquants figurant dans les rapports sont les suivants:

- a) La nécessité d'arrêter une définition commune du Plan de développement national fixant les priorités, les principes, les valeurs et les stratégies d'action couvrant l'ensemble des secteurs selon un calendrier spécifique;
- b) La politique nationale a été définie comme étant constituée d'une série de principes exprimant l'engagement du gouvernement à réaliser un certain nombre d'objectifs. Il a été convenu que cette politique pouvait être conduite à des niveaux différents: national, sectoriel, régional, etc.



- c) Les priorités arrêtées dans le cadre des Plans de développement national, de la politique nationale en faveur des femmes et du Plan d'action national devront être reliées entre elles de façon à ce que les ressources nécessaires (humaines et financières) soient disponibles en vue de la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing;
- d) Il est nécessaire de réviser les Constitutions de chaque pays pour davantage tenir compte des droits des femmes dans le but de mettre en place un cadre juridique solide facilitant la mise en oeuvre du Programme d'action. L'opération d'établissement de budgets soucieux d'équité entre les sexes revêt une importance cruciale pour la mise en oeuvre du Programme d'action;
- e) Il y a lieu de sensibiliser la population et les fonctionnaires du gouvernement à différents niveaux à l'importance de la promotion de la femme dans le but d'agir sur les attitudes et les pratiques de type patriarcal. Il importera également de s'intéresser en particulier aux femmes occupant des postes de haute responsabilité de façon à ce qu'elles poursuivent leurs activités en faveur de l'égalité entre sexes;
- f) Il est nécessaire d'établir des données ventilées par sexe de façon à ce que les programmes de développement mettent davantage l'accent sur les femmes, du fait notamment que la promotion de la femme est une question à caractère intersectoriel. S'agissant des ressources humaines et financières nécessaires à la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing, les actions d'intégration de la femme seront menées de façon à ce que les Plans de développement national et les Plans d'action nationaux soient interconnectés;
- g) Les objectifs des Plans de développement national doivent être arrêtés en tenant compte des spécificités des femmes. Il sera ainsi possible d'agir dans le sens de l'égalité entre les sexes;
- h) Il est nécessaire d'établir un lien entre les mécanismes nationaux et l'affectation des ressources (humaines et financières);
- i) Pour que les activités d'intégration des femmes soient menées de façon rationnelle, les mécanismes nationaux doivent être décentralisés et être partie prenante des actions de planification à tous les niveaux. Il y aura lieu, pour cela, d'établir des centres de coordination;
- j) Les fonctions de vérification des comptes devraient figurer en bonne place dans les activités des mécanismes nationaux de suivi et d'évaluation de la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing;
- k) La paix est une condition préalable favorisant la mise en oeuvre du Programme d'action de Beijing et l'autonomisation durable des femmes.

80. S'agissant des liens d'interdépendance entre les différents outils de planification, des contraintes suivantes ont été mises à jour: en tant qu'outil de planification, l'analyse tenant compte de la spécificité de la femme n'a pas été pleinement utilisée; les compétences et les capacités nécessaires à la mise en oeuvre des actions d'intégration des femmes sont insuffisantes; il est nécessaire, pour garantir une mise en oeuvre, un suivi et une évaluation efficaces et durables du Programme d'action de Beijing, de disposer de moyens humains importants mettant en oeuvre l'ensemble des parties concernées.

#### **Exposé sur la CEA et le Centre africain pour la femme**

81. Mme. Joséphine Ouédraogo a fait un bref exposé sur la structure, le mandat et les stratégies de la CEA et du Centre africain pour la femme. Elle a notamment mis l'accent sur les divisions organiques de la CEA et sur ses centres de développement sous-régionaux basés à Lusaka pour l'Afrique australe, à Kigali pour l'Afrique de l'Est, à Yaoundé pour l'Afrique centrale et à Rabat pour l'Afrique du Nord.

82. Parlant du cadre institutionnel d'exécution du Programme de la CEA en faveur de la femme, Mme. Ouédraogo a souligné que le Centre africain pour la femme avait été transformé en division. Des coordonnateurs des activités relatives à la femme avaient été nommés dans chaque division organique de la CEA et dans chaque centre de développement sous-régional. Elle a également présenté le programme du Centre et les cadres qui y travaillaient parmi lesquels deux conseillères régionales chargées des questions juridiques et économiques.

83. S'agissant du mandat du Centre, elle a déclaré qu'à l'instar des autres commissions régionales, la CEA avait été chargée par l'Assemblée générale de l'ONU d'assurer le suivi de la mise en oeuvre du Programme d'action.

#### **6. Présentation d'un outil de suivi: Principes directeurs pour l'établissement des rapports de pays sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing (points 6 et 7 de l'ordre du jour)**

84. La séance a été présidée par Mme. Mary Nagu, Ministre tanzanien du développement communautaire, de la femme et de l'enfance.

85. Les points 6 et 7 de l'ordre du jour ont été fondus en un seul point et présentés par Mme Hannah Tiagha de la CEA, qui a axé son exposé sur les principes directeurs arrêtés en vue de la préparation des rapports nationaux. Elle a d'abord rappelé le mandat confié à la CEA pour la mise en oeuvre du Programme d'action puis expliqué le processus du suivi, y compris les relations entre la CEA et les autres institutions aux niveaux sous-régional et régional.

86. Elle a ensuite présenté les orientations générales devant présider à la préparation des rapports nationaux, précisant que ceux-ci devaient inclure les éléments suivants: un aperçu des principaux résultats; une introduction présentant brièvement les priorités retenues par rapport aux 12 domaines d'action; les résultats obtenus, y compris les mesures prises au regard des orientations et du cadre institutionnel. Il y aura également lieu d'inclure dans le rapport une évaluation analytique des progrès réalisés sur le plan des priorités arrêtées du point de vue des objectifs, des mesures, des indicateurs, des acteurs, des repères et des ressources.

87. Elle a souligné que le rapport national devait présenter des données concrètes et que les informations devaient être analysées quantitativement et qualitativement. Par ailleurs, il devait montrer clairement les actions planifiées, celles qui avaient réellement vu le jour, les difficultés rencontrées et le chemin qui restait à parcourir.

88. Elle a également rappelé aux participants que les rapports nationaux devaient être soumis à la Division de la promotion de la femme, à New York, au plus tard le 30 avril 1999. En outre, la Division attendait des rapports nationaux sur les 12 domaines et le Centre n'en attendait que sur les domaines prioritaires retenus par chaque Etat membre.

89. En conclusion, Mme. Tiagha a précisé que ces rapports nationaux, de 50 pages au maximum, devaient comporter des recommandations sur les mesures stratégiques à prendre à chaque étape de la mise en oeuvre et parvenir au Centre au plus tard le 30 juillet 1999. Ils devaient également inclure en annexe des statistiques détaillées.

90. L'exposé a suscité de nombreuses réactions, portant essentiellement sur les délais fixés pour la présentation des rapports à la Division de la promotion de la femme et au Centre africain pour la femme. Dans le premier cas, il s'agissait du 30 avril et, dans le second, du 30 juillet. Il fallait, selon les participants, harmoniser ces dates. Les participants se sont déclarés préoccupés de la portée des rapports. Pour la Division de la promotion de la femme, ils devaient couvrir les 12 domaines, alors que pour la CEA ils devaient surtout porter sur les priorités nationales. On a aussi insisté sur le fait que l'analyse des points contenus dans les rapports nationaux devait être partie intégrante de la préparation de ces rapports. Le Service de la SADC chargé des questions relatives aux femmes a également indiqué que la date du 30 avril ne lui convenait pas, les rapports nationaux devant être produits en avril et la réunion de la SADC au cours de laquelle le rapport régional devait être adopté étant prévue en juin. Les participants ont, en outre, demandé des éclaircissements sur le rôle de la BAD et de l'OUA dans le suivi de la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing.

91. Après avoir discuté de tous ces points, les participants sont convenus de ce qui suit:

a) En ce qui concerne les rapports nationaux des pays africains, le délai d'avril n'était pas réaliste. La CEA a été chargée de négocier avec la Division de la promotion de la femme pour que la date limite soit reportée au 30 juillet, et qu'ainsi, elle coïncide avec celle de la CEA.

- b) Il ne sera établi qu'un seul rapport national qui sera transmis à la Division de la promotion de la femme et à la CEA.
- c) La Plate-forme d'action de Dakar et le Programme d'action de Beijing serviront de base à la rédaction des rapports.
- d) Les pays disposeront d'une certaine marge de manoeuvre dans la présentation des rapports et auront la possibilité de mettre en évidence ce qui leur paraît essentiel.
- e) La question des flux d'information doit faire l'objet d'une attention particulière. Les Etats membres et les autres parties concernées devraient pouvoir accéder, auprès de la CEA, à l'information concernant les ressources disponibles, surtout en matière d'assistance technique.
- f) Il était nécessaire d'améliorer les flux d'information concernant le recrutement. Pour certains participants, celui-ci devrait correspondre à la répartition géographique des Etats membres de la CEA.

**7. Suivi de la Conférence internationale sur les femmes africaines et le développement économique: investir dans l'avenir (point 8 de l'ordre du jour)**

92. Mme. Noeline Jaotody, Ministre malgache de la population, de la femme et de l'enfance a présidé cette séance.

93. Mme. Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour la femme, a présenté ce point de l'ordre du jour. Elle a informé les participants que la Conférence s'était tenue à Addis-Abeba (Ethiopie) du 28 avril au 1er mai 1998 à l'occasion de la célébration du quarantième anniversaire de la CEA. La Conférence avait été placée sous le thème: "Les femmes africaines et le développement économique: investir dans l'avenir".

94. La Conférence a examiné quatre domaines d'action: le développement des économies africaines; le rôle des femmes; l'ouverture de perspectives pour les nouvelles générations en Afrique; la bonne gouvernance: l'importance fondamentale de la participation des femmes; les femmes africaines et l'ère de l'information. Les participants avaient recommandé que des mesures novatrices soient prises et identifié des partenaires possibles pour les quatre domaines d'action.

95. Mme. Joséphine Ouédraogo a également informé les participants que les ministres présents à la Conférence, ainsi que les autres parties concernées, avaient arrêté huit mesures spécifiques en vue de faire face aux défis qui se posaient à l'Afrique. Pour évaluer les progrès accomplis par les différents partenaires dans la mise en oeuvre des recommandations de la Conférence, le Centre africain pour la femme avait distribué un questionnaire à l'ensemble des délégués.

96. La Directrice du Centre a conclu son exposé en informant les participants que le rapport de la Conférence était en cours de finalisation et qu'il serait diffusé en avril 1999.

97. Le débat sur ce point de l'ordre du jour a essentiellement porté sur le retard enregistré dans la production du rapport; les flux d'information sur les personnes invitées à participer à la Conférence; la possibilité, pour les participants, de remplir le questionnaire une fois de retour dans leurs pays respectifs et de le renvoyer à la CEA.

98. Le secrétariat de la CEA a pris note des observations émises.

**8. Exposé sur l'état d'avancement des préparatifs de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes (point 9 de l'ordre du jour)**

99. Mme. Joséphine Ouédraogo a fait un exposé sur les préparatifs de la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes (examen à mi-parcours, 1999) qui doit se tenir à Addis-Abeba en novembre 1999.

100. Elle a précisé que la CEA avait mandat de faciliter le suivi et l'évaluation de la mise en oeuvre de la Plateforme d'action de Dakar, du Programme d'action de Beijing et d'autres instruments concernant les femmes africaines. C'est dans ce cadre que la CEA avait organisé, à Dakar, en 1994, la cinquième Conférence régionale et qu'elle avait préparé la Conférence de Beijing. Au titre de ce même mandat, la CEA allait organiser la sixième Conférence régionale pour l'examen à mi-parcours de la mise en oeuvre des Plateformes d'action de Dakar et de Beijing.

101. Dans le cadre des préparatifs de cette conférence, le Centre avait institué un comité technique composé du Centre africain pour la femme, agissant comme secrétariat, de membres du Bureau du Comité pour les femmes dans le développement, de neuf ONG africaines, de représentants de l'OUA, de la BAD, de plusieurs organismes spécialisés de l'ONU, de Centres de coordination pour la femme relevant des Centres de développement sous-régionaux et de Divisions techniques de la CEA.

102. L'exposé a également porté sur le mandat du comité; les dates de tenue des réunions des comités de préparation (juin et septembre 1999); les objectifs de la Conférence; la structuration de la Conférence et le profil des participants; le budget de la Conférence et la participation des organisations intergouvernementales sous-régionales aux réunions préparatoires.

103. Une des questions saillantes abordée dans l'exposé avait trait au fait que la sixième Conférence régionale africaine sur les femmes serait un forum unique dans lequel seront représentés les gouvernements et les ONG. Cette innovation tranchait avec les précédentes conférences au cours desquelles les ONG se réunissaient séparément des gouvernements. Cette approche nouvelle avait pour mérite d'ouvrir les voies du dialogue et d'éviter les monologues.

104. Mme. Ouédraogo a, en outre, informé les participants que le Centre avait adressé des correspondances aux organismes spécialisés de l'ONU et aux bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux pour les inviter à accorder leur appui, non seulement pour la préparation des rapports nationaux, mais également pour la participation des représentants des gouvernements et des ONG. Le Centre a été invité à transmettre aux pays les informations et les invitations à temps en vue de permettre à ceux-ci de préparer la Conférence dans les meilleures conditions.

9. Réunion-débat sur les stratégies visant à accélérer l'accès des femmes à la terre (point 10 de l'ordre du jour)

105. La séance a été présidée par le Prince Sobandla Dlamini, Ministre de l'intérieur du Swaziland. Les animatrices étaient : Mmes. Françoise Wege de la CEA, Gladys Mutukwa, Consultante de la CEA et Belinda Micoock, Directrice de la planification au Ministère seychellois de l'aménagement du territoire et de l'habitat. Elles ont fait le point sur l'accès de la femme à la terre en Afrique, en accordant une attention particulière à l'Afrique australe et l'Afrique de l'Est. Le cas des Seychelles a été également mis en lumière. Il apparaît que dans la plupart de pays des deux sous-régions, la majorité des femmes ont de grandes difficultés à accéder à la terre.

106. Aux Seychelles, il semble qu'il n'y ait aucune discrimination sexuelle en matière de droit de propriété. Les femmes peuvent accéder à la propriété terrienne et sont libres de procéder à toutes les transactions foncières, au même titre que les hommes. Elles disposent du même accès qu'eux au capital, au crédit et aux autres ressources permettant d'exploiter la terre. On estime que 30 à 35% des propriétaires fonciers inscrits au nouveau cadastre sont des femmes.

107. Dans la plupart des pays de la SADC, les femmes doivent par contre respecter le droit coutumier et des pratiques traditionnelles qui leur nient tout droit en matière d'héritage foncier. Certaines (au Zimbabwe, par exemple) ont pu bénéficier des nouvelles dispositions de la législation foncière qui leur permettent d'acquérir librement des terres. Mais seul un faible pourcentage de femmes instruites ou de fonctionnaires bien payées ou encore de femmes d'affaires vivant en zone urbaine peuvent prétendre bénéficier de ces droits et de ces nouvelles possibilités.

108. Dans la plupart des pays des deux sous-régions, il faudrait prendre des mesures pour que les femmes disposent de revenus, de capitaux et de crédits suffisants, faute de quoi il serait illusoire de parler d'accès égal à la terre. Pour cela, il conviendrait de modifier le droit coutumier en matière d'héritage, de mariage et de propriété foncière.

109. Le débat qui a suivi la présentation des exposés a porté sur les stratégies visant à accélérer l'accès des femmes à la terre et a abouti aux recommandations suivantes:

- a) élaboration d'une constitution garantissant aux femmes l'accès à la terre et le contrôle de celle-ci;

- b) révision et/ou établissement d'une nouvelle législation facilitant l'accès à la terre et son contrôle;
- c) mise en place de politiques nationales égalitaires facilitant l'application de la loi sans discrimination sexuelle;
- d) mise en place de politiques économique et d'investissement ainsi que d'un système de crédit favorisant l'accès des femmes à la terre et le contrôle de celle-ci;
- e) formation des femmes aux rudiments du droit;
- f) sensibilisation des décideurs et des experts au problème.

**10. Exposé sur le SIDA et le renforcement du pouvoir économique des femmes (point 11 de l'ordre du jour)**

110. La séance a été présidée par Mme. Thinjiwe Lesabi, Ministre zimbabwéen de l'intérieur, de l'emploi et des coopératives. L'exposé a été présenté par Mme. Maxime Ankrah, consultante à ONU/SIDA.

111. L'objet de la séance était de mettre en évidence les liens établis entre le Programme d'action de Beijing et les stratégies de lutte contre le SIDA, en insistant sur la nécessité de renforcer le pouvoir économique et politique des femmes afin de les renforcer dans les efforts qu'elles déploient pour lutter contre cette pandémie et en atténuer les conséquences. Les taux élevés de morbidité, d'infection et de transmission liés au SIDA ont des conséquences néfastes sur la croissance économique et, partant, sur le pouvoir économique des femmes. En outre, la pandémie du SIDA a introduit en Afrique de nouvelles réalités sociales telles que l'augmentation du nombre d'orphelins obligés de s'occuper de leurs frères et soeurs, le phénomène des enfants des rues et la paupérisation causée par la prise en charge des victimes du SIDA et de leur famille.

112. L'exposé a notamment fait ressortir que la pandémie du SIDA est incontrôlable: le taux de transmission du SIDA est supérieur aux prévisions. Il y a dix ans, on prévoyait que 30 millions d'individus seraient infectés. Or, il sont actuellement 33,4 millions, dont 22,5 millions en Afrique subsaharienne. Les prévisions sont encore plus sombres dans le cas des femmes, plus vulnérables que les hommes, parce qu'elles sont souvent infectées par des partenaires auxquels elles accordent leur confiance, y compris leur époux.

113. Les discussions de groupe ont abouti à des recommandations visant à combattre les problèmes liés au SIDA:

- a) il faudrait impliquer les hommes dans les actions de sensibilisation et dans toutes les autres activités de formation afin qu'eux aussi assument leurs responsabilités face à la pandémie du SIDA;

- b) Les stratégies visant à renforcer le pouvoir économique des femmes devraient s'intéresser à toutes les étapes de la vie des femmes et mettre l'accent en particulier sur l'identification des problèmes, l'action et l'évaluation à partir de recherches couvrant tous les secteurs;
- c) Il importe d'accroître l'investissement dans l'éducation et la formation en ciblant notamment les fillettes, afin de rendre les femmes et les filles moins vulnérables économiquement;
- d) Il y aura lieu de mettre en place une politique claire de lutte contre le SIDA ainsi qu'un plan d'action clair et précis, fondés sur un texte constitutionnel n'établissant aucune discrimination à l'égard des malades du SIDA;
- e) Il faudrait, enfin, dans le cadre de la lutte contre le SIDA, mener des actions de plaidoyer bien ciblées.

**11. Marche nationale des femmes: communication et mobilisation (point 12 de l'ordre du jour)**

114. La séance a été présidée par Mme. Tadelech Haile Michael. L'exposé a été présenté par Mme Opportune de Santos, experte auprès de la CEA.

115. Au titre de ce point de l'ordre du jour, les participants ont été informés de la Marche mondiale du millénaire, une nouvelle initiative visant à témoigner des marques de solidarité en faveur de la paix mondiale et de l'élimination de la pauvreté. Femmes, hommes, ONG et société civile sont censés organiser, au niveau national, une marche qui devrait prendre fin le 17 octobre 2000. Elle se terminera en l'an 2000 à New York par une Marche mondiale avec des banderoles exprimant ces messages de solidarité. Pour cette manifestation, les participants ont été invités à encourager les organisations de la société civile à s'investir dans la sensibilisation au niveau national.

**12. Adoption du rapport de synthèse et cérémonie de clôture (point 13 de l'ordre du jour)**

116. La cérémonie de clôture, rehaussée par la présence de la Première Dame de la République des Seychelles, a été présidée par M. William E. Herminie, Ministre seychellois des affaires sociales et du développement de la main-d'oeuvre. Des membres du Gouvernement, des représentants d'institutions des Nations Unies aux Seychelles et d'autres invités y ont pris part.

117. Le Rapporteur général, Mme. Lewanika Inonge, a donné lecture du rapport de synthèse qui a été adopté après de légers amendements. Mme Inonge a ensuite donné lecture d'un appel en faveur de la paix en Afrique, qu'elle a invité les participants et les organisations intéressées à signer.



118. Des parlementaires et des représentants d'ONG et d'OIG ont pris la parole au cours de cette cérémonie. Mme. Ouédraogo, la Première Dame des Seychelles et M. Herminie ont prononcé des discours.

119. Dans son intervention, la représentante des parlementaires a souligné que le partenariat entre pouvoirs publics, parlementaires et ONG était indispensable au développement de nos pays et de nos populations. Elle a remercié la CEA et le gouvernement seychellois pour la tenue de la réunion avant de souligner, en conclusion, que la participation de femmes parlementaires aux activités du Centre africain pour la femme était capitale parce qu'elle leur permettait de sensibiliser réellement les parlementaires, hommes et femmes.

120. Au nom des ONG, la représentante de Maurice a remercié la CEA d'avoir organisé cette réunion. Elle a insisté sur le rôle décisif que les ONG devaient jouer dans la promotion de la femme. Enfin, elle a présenté à la CEA des propositions de nature à renforcer la collaboration entre la Commission et les ONG.

121. La représentante du COMESA a lu une motion de remerciements. Elle a remercié la CEA et le pays d'accueil pour avoir organisé la réunion et a rendu hommage au PNUD, au FNUAP et à UNIFEM pour leur collaboration.

122. Dans son discours de clôture, Mme. Ouédraogo a adressé ses remerciements au pays d'accueil, aux participants et à toutes les autres personnes qui ont contribué à l'organisation et assuré les services techniques de la conférence. Elle a, en particulier, exprimé sa gratitude aux ministres, aux membres du Parlement et aux ONG, pour la part qu'ils ont pris dans le succès de la réunion.

123. La Première Dame des Seychelles, Mme Sarah René, a insisté sur le rôle que les femmes devaient jouer pour améliorer leur condition et faire valoir leurs droits dans la société. Les femmes devaient, à son sens, amener les hommes à mesurer tout l'intérêt qu'il y avait à défendre les droits de la femme.

124. Elle a, en outre, souligné combien il était important, dans le domaine du développement, d'établir un juste équilibre dans l'égalité entre femmes et hommes, ajoutant que les femmes ne devaient pas acculer les hommes à la défensive, mais plutôt agir en partenaires avec eux pour changer la société.

125. Dans son discours de clôture, M. Herminie a rappelé qu'il fallait évaluer les mesures prises depuis la Conférence de Beijing d'un point de vue africain dans le but de renforcer les programmes d'action nationaux. Il s'est félicité de l'engagement politique manifesté par de nombreux gouvernements en faveur de l'égalité entre l'homme et la femme et les a invités à accélérer l'intégration sociale des femmes.

126. Il s'est félicité du rôle d'institutions telles que la CEA, le PNUD ou le SADC, qu'il a jugé de plus en plus déterminant pour la coordination d'activités bénéfiques aux pays des deux sous-régions.

127. Le Ministre a également fait remarquer que la paix était une condition essentielle dans les activités menées en faveur des femmes. Celles-ci, a-t-il conclu, étaient l'objet d'un intérêt particulier dans les actions de planification du développement national et il serait bon, à cet égard, de mettre en place un mécanisme de suivi de ces actions.

128. Enfin, il a souhaité bon voyage aux participants et annoncé la clôture de la réunion.

ANNEXE I

**PROGRAMME DE TRAVAIL**

**Lundi 15 février 1999**

- 8:00 - 10:00 Inscription des participants
- 10:00 - 11:00 Cérémonie d'ouverture (point 1 de l'ordre du jour)
- Allocution de bienvenue de Madame Marie Josée Bonne, Ministère des Affaires sociales et du développement de la main d'oeuvre des Seychelles
- Discours de M. Robert Okello, Directeur p.i du Centre de développement sous-régional d'Afrique australe (CDSR) de Lusaka
- Discours de Mme. Joséphine Ouédraogo, Directrice du Centre africain pour la femme (CAF) de la CEA
- Discours de M. William Herminie, Ministre des Affaires sociales et du développement de la main d'oeuvre des Seychelles
- Discours d'orientation de M. James Michel, Vice-Président de la République des Seychelles
- 11:00 - 11:30 Pause
- 11:30 - 11:45 Présentation des projets d'ordre du jour et de programme de travail, par Mme Hannah Tiagha, CEA (point 2 de l'ordre du jour).
- Election du Rapporteur général
- Séance présidée par M. William Herminie, Ministre des Affaires sociales et du développement de la main d'oeuvre des Seychelles.
- 11:45 - 13:00 Le climat politique en Afrique de l'Est et en Afrique australe au lendemain de la Conférence de Beijing: exposés de pays (point 3 de l'ordre du jour)
- 13:00 - 14:30 Pause déjeuner
- 14:30 - 16:30 Le climat politique en Afrique de l'Est et en Afrique australe au lendemain de la Conférence de Beijing...(suite)
- 16:30 - 16:45 Pause
- 16:45 - 17:30 Présentation des rapports analytiques sur la mise en oeuvre des Plans d'action nationaux dans les pays de la sous-région:
- Pays de la SADC: Mme. Athaliah Molokomme (Groupe chargé des questions de la femme au sein de la SADC)
  - Sous-régions de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe: Mme. Mebo Mwaniki, CEA (point 4 de l'ordre du jour)

Séance présidée par Mme. Beatrice Wabudeya, Ministre d'Etat chargée de la femme et des Affaires culturelles de l'Ouganda

**Mardi 16 février**

9:00 - 9:15

Annonces

9:15 - 11:00

Suite et fin des présentations nationales

11:00 - 11:30

Pause

11:30 - 13:00

Présentation des rapports analytiques sur les Plans d'action nationaux:

SADC

SRDC

13:00 - 14:30

Pause repas

14:30 - 15:00

Introduction aux travaux sur le Point 5

Président: S.E.Mme Lilian Patel, Ministre de la femme, de la jeunesse et des services collectifs du Malawi

15:00 - 16:30

Travaux en groupe

16:30 - 16:45

Pause café

16:45 - 18:00

Présentation des travaux de groupe

+ Synthèse

**Mercredi 17 février 1999**

9:30 - 10:00

Principes directeurs pour l'établissement des rapports de pays sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la Plateforme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing, par Mme. Souad Abdenebi, CEA (point 7 de l'ordre du jour)

Séance présidée par S.E.Mme Mary Nagu, Ministre du Développement communautaire, condition féminine et de l'enfance, Tanzanie

10:00 - 11:00 Suivi de la Conférence internationale sur la femme africaine et le développement économique: investir dans l'avenir, par Mme. Joséphine Ouédraogo (point 8 de l'ordre du jour)

Exposé sur l'état d'avancement des préparatifs de la sixième Conférence régionale des femmes (examen à mi-parcours, 1999), par Joséphine Ouédraogo (point 9 de l'ordre du jour)

Séance présidée par S.E.Mme Shamin Parkar Khan, Député et Vice-Ministre de l'industrie et du commerce, Tanzanie.

11:00 - 11:15 Pause

11:15 - 13:00 Réunion-débat sur les stratégies visant à accélérer l'accès des femmes à la terre (point 10 de l'ordre du jour)

Intervenantes: Mme. Françoise Wege (CEA)

Mme. Gladys Mutukwa, Consultante

Mme. Belinda Micoock, Directrice de la Planification,  
Ministère de l'aménagement du territoire et de  
l'habitat des Seychelles

Séance présidée par SAR. le Prince Sobandla Dlamini, Ministre de l'Intérieur du Swaziland

13:00 - 14:30 Pause déjeuner

14:30 - 15:00 Exposé sur le SIDA et le renforcement du pouvoir économique des femmes, par Mme Maxine Ankrah, Consultante, ONU/SIDA (point 11 de l'ordre du jour)

Séance présidée par Mme. Thinjiwe Lesabi, Ministre de l'Intérieur, de la création d'emplois et des coopératives du Zimbabwe

15:00 - 16:00 Débat au sein du groupe de travail

16:00 - 16:15 Pause

16:15 - 17:30 Etablissement des rapports des groupes de travail

17:30 - 18:00 Marche nationale des femmes: communication et mobilisation, par  
Mme Opportune De Santos (Expert) (point 12 de l'ordre du jour)

Séance présidée par Mme. Tadelech Haile Michael, Ministre chargé des affaires féminines au Cabinet du Président de l'Ethiopie

**19:00 - 21:00** Réception à l'hôtel Berjaya, offerte par le Ministre des Affaires sociales et du développement de la main d'oeuvre des Seychelles.

**Jeu** **di 18 février 1999**

**08:30** Visite de l'Ile de Mahé

Réunions informelles

Rédaction du rapport de synthèse

**13:00-14:30** Déjeuner

**15:00** Adoption du rapport de synthèse et cérémonie de clôture (point 13 de l'ordre du jour)

Lecture du rapport de synthèse par le Rapporteur général

Déclaration du représentant des parlementaires

Déclaration du représentant des ONG

Motion de remerciements, par le représentant du COMESA

Clôture, par M. William E. Herminie, Ministre des Affaires sociales et du développement de la main d'oeuvre des Seychelles.

Séance présidée par M. William E. Herminie, Ministre des Affaires sociales et du développement de la main d'oeuvre des Seychelles.

**ANNEXE II**

**QUESTIONNAIRE D'EVALUATION DE LA VIABILITE  
DU PLAN NATIONAL D'ACTION**



## Questionnaire d'évaluation de la viabilité du Plan National d'Action

## A. Plan National d'Action pour la mise en oeuvre de la Plate-Forme d'Action Africaine

1. a. Votre pays dispose-t-il d'un Plan National d'Action (PNA)?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si non, pourquoi?

---



---



---

c. Si oui, a-t-on clairement désigné l'organisme responsable de l'élaboration du Plan National d'Action?  
Expliciter. \*

---



---



---

2. a. Existe-t-il d'autres plans pour la mise en oeuvre de la Plate-forme d'Action Africaine (PAA) et de la Plate-forme d'Action Globale (PAG) ?

b. Si oui, indiquer les organismes les ayant élaboré et ceux responsables de leur mise en oeuvre.

---



---



---

## B. Priorités

1. Sur les 11 domaines de préoccupation de la Plate-Forme d'Action Africaine, quelles ont été les priorités nationales ayant servi de lignes directrices à l'élaboration des Plans Nationaux d'Action? Enumérer les.

---



---



---

2. Comment ces priorités ont-elles été choisies? \*

---



---



---

3. Qui a été impliqué dans le choix de ces priorités? \*

---



---



---

## C. Le processus

1. Qui a élaboré le Plan National d'Action? (préciser quels ont été les principaux intervenants aux diverses étapes de l'élaboration des Plans Nationaux d'Action) \*

---



---



---

2. L'organe ayant élaboré le Plan était-il un organe multidisciplinaire? \*

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

3. Durant le processus d'élaboration du Plan, existait-il des mécanismes de consultation entre ceux ayant participé à l'organe d'élaboration du Plan et différents organismes et /ou experts? \*

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

4. Si oui, qui a été consulté et par qui?

---

---

---

5. Quelles ont été les principales difficultés relatives à la consultation des organismes et experts mentionnés au paragraphe 3 ?

---

---

---

#### D. Mise en oeuvre

1. Qui est responsable de la mise en oeuvre du Plan National? \*

---

---

---

2. Sur quelles bases les responsabilités pour la mise en oeuvre ont-elles été réparties?

---

---

---

3. Quelles sont les autres structures impliquées dans la mise en oeuvre du Plan?

---

---

---

5. a. Existe-t-il un calendrier de mise en oeuvre du Plan? \*

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, la programmation a-t-elle été faite par rapport à ce qui peut être réalisé à court, moyen et long terme? Expliciter.

---

---

---

6. La mise en oeuvre est-elle décentralisée? \* Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

7. a. Des efforts particuliers ont-ils été faits pour renforcer la capacité de l'analyse basée sur le genre au niveau des différents ministères, mécanismes nationaux et organisations non-gouvernementales?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, quels sont-ils?

---



---



---

#### E. Ressources

1.a. Existe-t-il des ressources spécifiquement allouées pour la mise en oeuvre du Plan? \*

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, d'où proviennent-elles?

---



---



---

c. Ces ressources sont-elles suffisantes?

---



---



---

2. Ces ressources sont-elles facilement accessibles ou bien faut-il se soumettre à de lourdes procédures bureaucratiques pour y accéder?

---



---



---

3. Si les ressources n'existent pas, qui est responsable de leur mobilisation?

---



---



---

4. Quelles stratégies particulières ont été définies pour la mobilisation des ressources? \*

---



---



---

5. a. Il y a-t-il un pourcentage du budget national alloué à la mise en oeuvre du Plan?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, quel est le pourcentage? \_\_\_\_\_

6. Les sources potentielles de ressources ont-elles été identifiées? \* Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**F. Suivi et coordination**

1. Qui est responsable du suivi de la mise en oeuvre dans les différents secteurs?

---

---

---

2. a. Existe-t-il des indicateurs de progrès de la mise en oeuvre?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

3. a. Existe-t-il des mesures contraignantes en cas de non mise en oeuvre du Plan?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, quelles sont-elles?

---

---

---

4. Quelles sont les mécanismes utilisés pour éviter la multiplication des efforts et /ou le laissez-aller dans certains secteurs?

---

---

---

5. Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans le processus de mise en oeuvre?

---

---

---

6. a. Existe-t-il un mécanisme permettant de résoudre ces problèmes?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, présenter le brièvement.

---

---

---

7. a. Des rapports sont-ils adressés régulièrement au gouvernement et aux parties impliquées dans l'organe de suivi du Plan?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, quelle est la périodicité de soumission de ces rapports ?

---

---

---

8. Le processus de suivi comprend-il la production de données détaillées par sexe?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

**G. Réseau**

1. Comment sont échangées les informations entre les différents intervenants?

---



---



---

2. Existe-t-il des réseaux formels d'échange d'informations entre les divers intervenants?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

3. a. Sur les domaines de préoccupation de la Plate-forme, existe-t-il des programmes communs avec d'autres pays de la sous-région ou hors de la sous-région? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, avec qui ces liens ont-ils été tissés?

---



---



---

**H. Directives pour la mise en oeuvre des Plate-formes régionale et globale**

1.a. Avez-vous consulté les Directives pour la mise en oeuvre des Plate-formes, établies par le Centre Africain pour les Femmes ?

Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, les avez-vous trouvées utiles? Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

c. Si non, pourquoi?

---



---



---

2. Comment pourrait-on améliorer ces Directives?

---



---



---

3.

i. Existe-t-il des événements particuliers visant à faire connaître les Directives \*

a. Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, quels sont ces événements?

---



---



---

ii. Existe-t-il des événements particuliers visant à faire connaître le Plan National d'Action?

a. Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, quels sont ces événements?

---

---

---

iii. Existe-t-il des événements particuliers visant à faire connaître la Plate-forme d'Action Africaine?

a. Oui \_\_\_\_\_ Non \_\_\_\_\_

b. Si oui, quels sont ces événements?

---

---

---

### Notes explicatives

#### Paragraphe A

A1. Indiquer si les différentes parties qui seront impliquées dans le Plan National d'Action (PNA) ont été clairement identifiées (ex. ministres, agences des Nations Unies, ONGs, autres organismes, etc.) et si leurs rôles et responsabilités ont été clairement définis et convenablement répartis.

#### Paragraphe B

B2. Lister des frais qui auraient pu influencer le processus de sélection : par exemple, plans de développement en cours, etc.

B3. Indiquer si le gouvernement, le Parlement, la Société civile, les ONGs, étaient impliqués dans le choix de ces priorités.

#### Paragraphe C

C1. Indiquer si l'organe d'élaboration du PNA est un comité autonome comprenant des représentants du gouvernement, d'ONGs, des femmes et des hommes faisant de la recherche, des partenaires pour les activités de développement ou toute autre partie.

C2. Un organe multidisciplinaire est un organe comprenant des personnes/agences de différents arrières-plan professionnels, disciplines et expertises.

C3. Les consultations peuvent s'adresser à différentes personnes/organisations ne faisant pas partie de l'organe d'élaboration du PNA tel que par exemple des universités, d'autres organisations spécialisées dans les domaines concernés, etc.

#### Paragraphe D

D1. Par exemple, la répartition s'est-elle faite par choix des intervenants eux-même ou a-t-elle été imposée par une autorité supérieure ?

D5. Un calendrier de programmes et d'activités avec des périodes et/ou des dates limitées et indiquant des objectifs à atteindre par les différents intervenants devra être établi.

D6. La décentralisation signifie que les tâches indiquées dans le PNA ne sont pas menées par un seul organisme mais par un large éventail d'intervenants tant au niveau national qu'au niveau local.

### Paragraphe E

E1. Les ressources peuvent être attribuées par le gouvernement, les ministères ou d'autres donateurs tels que les ONGs, etc.

E4. Par exemple, des activités génératrices de revenus, l'élaboration de projets pour la mobilisation de fonds sont-elles quelles que unes des stratégies employées pour la mobilisation des ressources ?

B6. Les sources potentielles peuvent être des agences qui ne fournissent pas actuellement des ressources pour le PNA mais qui avant supporté des projets similaires dans le passé, peuvent apporter leur concours au PNA pour le futur.

### Paragraphe H

H3. Les évènements visant à faire connaître les PNA, PMA peuvent être la tenue d'ateliers en étroite collaboration avec le Centre Africain des Femmes (CAF), la production de matériels promotionnels, l'échange d'informations avec les états membres et le public, diffusion du PNA de la PAA des Directrices, etc.



ANNEXE III

REPONSES DES QUESTIONNAIRES

# A. FORMULATION ET MISE EN OEUVRE DES PLANS D'ACTION NATIONAUX

ys	Plan national	Responsables de la formulation et de la mise en oeuvre	Acteurs de la mise en oeuvre et de la formulation	Priorités nationales	Difficultés rencontrées
gola	Oui	Ministère de la famille et de la promotion de la femme et partenaires nationaux	Commission chargée de la préparation de la Conférence, ONG, institutions de l'Etat et société civile	<ul style="list-style-type: none"><li>- Participation des femmes à la paix</li><li>- Femmes et pauvreté</li><li>- Droits fondamentaux et droits des femmes reconnus par la loi face à la violence à l'égard des femmes</li><li>- La petite fille</li><li>- Education et formation des femmes</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Echange d'informations</li><li>- Délais</li><li>- Financement</li></ul>
swana	Oui	Département des affaires de la femme, Ministère du travail et de l'intérieur	ONG des femmes, organismes gouvernementaux, partenaires en matière de développement, organismes donateurs, l'ensemble des femmes et des hommes du pays.	<ul style="list-style-type: none"><li>- Les femmes et la pauvreté, y compris leur émancipation économique</li><li>- Les femmes et la prise de décision</li><li>- Education et formation des femmes</li><li>- Les femmes et la santé</li><li>- La petite fille</li><li>- La violence à l'égard des femmes, s'agissant par exemple des droits de la personne</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Ressources insuffisantes empêchant une participation massive</li><li>- Capacités limitées des intéressées s'agissant des questions relatives à la femme</li><li>- Manque d'engagement de certains intéressés, faible prise de conscience par le public des questions relatives à la femme</li><li>- Ressources humaines, techniques et financières limitées surtout dans la cas des mécanismes nationaux</li></ul>

ys	Plan national	Responsables de la formulation et de la mise en oeuvre	Acteurs de la mise en oeuvre et de la formulation	Priorités nationales	Difficultés rencontrées
urundi	Oui	Ministère de l'action sociale et de la promotion de la femme	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collectif des ONG et associations de femmes du Burundi</li> <li>- Comité interinstitutions chargé des questions relatives à la femme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Paix et culture</li> <li>- Santé</li> <li>- Lutte contre la pauvreté</li> <li>- Education et formation</li> <li>- Droits de la femme et mécanismes institutionnels</li> <li>- Communication</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de données statistiques à jour</li> <li>- Manque de financement</li> <li>- Absence de coordination réelle</li> </ul>
iopie	Oui	Point focal national des questions relatives à la femme (Bureau des affaires de la femme), bureaux régionaux des affaires de la femme	Ministères fédéraux compétents, administrations régionales, bureaux sectoriels et ONG concernés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutte contre la pauvreté et sécurité alimentaire</li> <li>- Programmes des secteurs de l'éducation</li> <li>- Programmes des centres de santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de moyens et de compétences</li> <li>- Manque de connaissances et d'expérience</li> </ul>
nya	Oui	Bureau des questions relatives à la femme (c'est le mécanisme national de promotion de la femme), en étroite collaboration avec les intéressées et les ministères clés	Processus participatif faisant intervenir les ministères compétents, les donateurs, les ONG, le secteur privé, les organisations communautaires et l'ONU.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement social</li> <li>- Statut juridique</li> <li>- Education et formation</li> <li>- Santé et population</li> <li>- Agriculture et sécurité alimentaire</li> <li>- Développement industriel</li> <li>- Population active et emploi</li> <li>- Environnement</li> <li>- Participation politique</li> <li>- Recherche, suivi et évaluation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune entrave au stade de la formulation</li> <li>- Ressources</li> <li>- Information insuffisante sur le processus.</li> </ul>
sotho	Pas encore formulé				
lawi	Oui (Plate-forme d'action nationale)	Ministère de la femme, de la jeunesse et des services communautaires et toutes les parties prenantes à sa mission.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Commission nationale chargée de l'intégration de la femme au développement.</li> <li>- ONG, société civile</li> <li>- Secteur privé et donateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutte contre la pauvreté et autonomisation des femmes</li> <li>- La petite fille</li> <li>- Violence à l'égard des femmes et paix</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ressources matérielles, financières et humaines insuffisantes.</li> <li>- Croyances culturelles fortes, complexes et négatives</li> </ul>

s	Plan national	Responsables de la formulation et de la mise en oeuvre	Acteurs de la mise en oeuvre et de la formulation	Priorités nationales	Difficultés rencontrées
urice	Oui	Ministère de la femme, du bien-être familial et du développement de l'enfant et Bureau du ministère chargé des questions relatives à la femme.	- Comité technique des points focaux de plusieurs ministères	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration des questions relatives à la femme dans les activités principales des secteurs public et privé.</li> <li>- Adoption d'une approche globale de la santé et du bien-être de la femme, en accordant une attention particulière à la petite fille, à la femme au travail à domicile comme à l'extérieur et aux femmes âgées.</li> <li>- Violence dans la famille</li> <li>- Orientation des filles vers une formation technique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Délais et financement</li> </ul>
ambique	Oui	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité spécial de promotion de la femme, composé de représentants d'organismes publics et d'ONG.</li> <li>- La mise en oeuvre du plan d'action national relève de plusieurs organismes gouvernementaux, de quelques ONG et d'un Centre de recherche</li> </ul>	Ministère de la coordination de l'action sociale et représentants du Comité spécial	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Santé</li> <li>- Education</li> <li>- Lutte contre la pauvreté</li> <li>- Emploi</li> <li>- Droits de la femme</li> <li>- Emancipation économique</li> <li>- Formation professionnelle</li> <li>- Lutte contre la violence</li> <li>- Environnement</li> <li>- Agriculture</li> <li>- Révision des lois discriminatoires à l'égard de la femme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aucune entrave dans la formulation du plan d'action national</li> <li>- Manque de moyens financiers</li> <li>- Manque de compréhension claire des questions relatives à la femme</li> </ul>

Plans	Plan national	Responsables de la formulation et de la mise en oeuvre	Acteurs de la mise en oeuvre et de la formulation	Priorités nationales	Difficultés rencontrées
Libie	Oui	Département des affaires de la femme au Bureau du Président, ministères chefs de file, ONG et organisations communautaires.	Organismes chargés des questions relatives à la femme, société civile, représentants des organismes donateurs, comité sectoriel chargé des questions relatives à la femme, représentants des églises et des partis politiques.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Questions relatives à la femme, pauvreté et développement rural</li> <li>- Parité entre les deux sexes en matière d'éducation et de formation</li> <li>- Les femmes et la santé en matière de reproduction</li> <li>- Lutte contre la violence à l'égard des femmes et des enfants</li> <li>- Les femmes et l'émancipation économique</li> <li>- Parité entre les sexes en matière de prise de décision</li> <li>- Information, éducation et communication</li> <li>- Les femmes et la gestion de l'environnement</li> <li>- La petite fille</li> <li>- Les femmes et les affaires juridiques</li> </ul>	Ressources financières et humaines
Belles	Oui, mais sous réserve de l'approbation des pouvoirs publics.	Ministère des affaires sociales et du développement de la main-d'oeuvre	Tous les secteurs, y compris les ONG et le secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en valeur des ressources humaines</li> <li>- Emancipation économique des femmes</li> <li>- Suppression de la discrimination et des stéréotypes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les questions relatives aux femmes ne constituant pas une priorité, nombre d'organisations ne s'y intéressent pas et n'y consacrent pas beaucoup de temps</li> </ul>
que du Sud	En cours de formulation	Bureau du statut des femmes au Bureau du Vice-président	Ministères compétents et service national chargé des questions relatives aux femmes	En cours d'élaboration	

ys	Plan national	Responsables de la formulation et de la mise en oeuvre	Acteurs de la mise en oeuvre et de la formulation	Priorités nationales	Difficultés rencontrées
zanie	Oui (sous-programme de promotion de la parité entre les sexes et de la femme)	Ministère du développement communautaire, des affaires de la femme et de l'enfance, en collaboration avec d'autres secteurs, les ONG et les partenaires en matière de coopération.	- ONG et autres secteurs (ex : ministères clés) - Organismes donateurs, organisations communautaires et partenaires en matière de développement.	- Renforcement de la capacité juridique des femmes - Emancipation économique des femmes et lutte contre la pauvreté - Renforcement du pouvoir des femmes en matière de prise de décision - Amélioration des possibilités offertes aux femmes dans les domaines de l'éducation, de la formation et de l'emploi	- Communication - Ressources insuffisantes empêchant la participation massive des intéressées - Manque de fonds - Pénurie de personnel formé à tenir compte des questions relatives aux femmes - Absence de moyens matériels (ex: ordinateurs) et de communication
mbie	Oui	Division Femme et développement	Ministères, ONG, églises, organisations communautaires et consultants	- Lutte contre la pauvreté - Education et formation des femmes - Santé des femmes - Les femmes et la prise de décision - Les droits de la petite fille	- Financement limité - Diversités nationales - Compétences limitées en analyse et planification des questions relatives aux femmes - Attitudes sociétales
aziland	Oui	Ministères, ONG, groupements professionnels, groupes culturels, établissements universitaires, organisations des jeunes, organisations religieuses, groupements des femmes.	Ministères, ONG	- Partage du pouvoir et prise de décision - Santé - Education - Lutte contre la pauvreté - Droits de la femme	- Financement insuffisant - Interprétation erronée de la notion de questions relatives aux femmes - Personnel insuffisant
mbawe	Oui	Comité composé des pouvoirs publics, des ONG et des partenaires en matière de développement.	Ministères compétents et ONG	- Education et formation des femmes - Les femmes et la politique et la prise de décision - Mécanisme institutionnel - Les femmes et la pauvreté	- Manque d'engagement - Difficultés financières

# B. RESSOURCES, SUIVI ET COORDINATION DE LA MISE EN OEUVRE DES PLANS D'ACTION NATIONAUX

Pays	Ressources allouées/sources	Pourcentage du budget national alloué	Indicateurs de suivi	Rapport d'activité /périodicité	Données ventilées par sexe
Angola					
Botswana	Oui, fournies par le gouvernement, les partenaires bilatéraux et les donateurs	Oui, mais il n'est pas connu	Oui, mais il sont en cours d'élaboration	Oui : trimestriel	Oui
Burundi	Non	Non	Oui, mais ils ne sont pas définis	Non, mais ils sont en cours d'élaboration	Non, mais le Ministère a recommandé à l'institut des statistiques de les ventiler par sexe
Ethiopie	Oui	Il n'est pas connu	Oui : - Taux de scolarisation - Rôle de premier plan à l'école - Chaque ministère compétent a recensé les écarts entre femmes et hommes		Oui

Pays	Ressources allouées/sources	Pourcentage du budget national alloué	Indicateurs de suivi	Rapport d'activité /périodicité	Données ventilées par sexe
Kenya	Oui : gouvernement du Kenya, donateurs bilatéraux, organes des Nations Unies, secteur privé, ONG, organisations communautaires.	Non, mais il n'est pas connu	Ils sont en cours d'élaboration afin que l'on puisse mesurer les progrès accomplis pour intégrer une démarche soucieuse d'équité entre les sexes dans les activités principales de secteurs divers	Oui : - Rapports périodiques de spécialistes qui indiquent, sur le terrain, le stade de la mise en oeuvre du plan - Des missions sont menées de temps à autre sur le terrain pour réunir des données sur les progrès accomplis	Oui
Lesotho	-	-	-	-	-
Malawi	Oui : gouvernement et donateurs	Il n'est pas connu	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Politique et programmes tenant compte de la parité entre les sexes</li> <li>- Personnel formé aux questions d'équité entre les sexes</li> <li>- Programmes d'enseignement tenant compte de l'égalité entre les sexes</li> <li>- Nombre de femmes et d'hommes ayant accès au crédit</li> <li>- Nombre de lois modifiées</li> <li>- Nombre de filles achevant leur scolarité</li> <li>- Pourcentage de ménages ayant la sécurité alimentaire</li> </ul>	Oui : trimestriel	-



Pays	Ressources allouées/sources	Pourcentage du budget national alloué	Indicateurs de suivi	Rapport d'activité /périodicité	Données ventilées par sexe
Maurice	Oui : Ministère des finances	Oui : 0,2% du budget de l'Etat est alloué au Ministère	Oui : - Nombre de femmes employées par catégorie professionnelle - Taux de mortalité maternelle - Taux de mortalité infantile - Taux de mortalité des filles et des femmes par groupe d'âge - Cas de violence dans la famille pour 1000 femmes - Taux de participation des femmes à des questions techniques	Oui	Non
Mozambique	Non	Non	Oui, jusqu'ici, seul le Ministère de la santé en a élaborés	Oui : trimestriel	Oui
Namibie	-	-	Oui, les résultats escomptés dans les différents secteurs et fixés par la politique nationale de parité entre les sexes, constituent les indicateurs de suivi des progrès	Oui, la décision a été prise de réunir le Comité de coordination des activités relatives aux femmes et le Comité sectoriel des activités relatives aux femmes, quatre fois par an et de présenter au Département des affaires de la femme un rapport sur les progrès accomplis	Oui

Pays	Ressources allouées/sources	Pourcentage du budget national alloué	Indicateurs de suivi	Rapport d'activité /périodicité	Données ventilées par sexe
Seychelles	-	-	-	-	-
Afrique du Sud	-	-	-	-	-
Tanzanie	Oui : donateurs, gouvernement et ONG	Il n'est pas connu	Oui : - Augmentation du nombre de femmes à tous les niveaux de prise de décision - Elaboration de plans et de programmes tenant compte des disparités entre les sexes - Révision des lois et des réglementations discriminatoires à l'égard des femmes - Nombre de postes de coordonnatrices de la participation des femmes au développement	Oui : - Rapports trimestriels et annuel adressés au mécanisme gouvernemental - Rapport périodique aux partenaires en matière de coopération	Oui
Zambie	Oui : gouvernement	Il n'est pas connu	Oui, en cours de finalisation	Oui, trimestriel	Oui
Swaziland	Oui : gouvernement et donateurs	Près de 6%	-	-	-
Zimbabwe	Non	Non	Oui, un document a été préparé, fixant les indicateurs, les objectifs et les critères du suivi,	Non	Oui

ANNEXE IV

***LES GRANDES LIGNES D'UN PLAN D'ACTION  
NATIONAL MODELE***

## **LES GRANDES LIGNES D'UN PLAN D'ACTION NATIONAL MODELE**

Le plan d'action national modèle a été formulé à partir de celui qui a été présenté à la "Conférence Sous-régionale des Experts nationaux de haut niveau sur la mise en oeuvre de la plate-forme d'action en Europe Centrale et de l'Est" tenue à Bucarest du 12 au 14 Septembre 1996. Il a été conçu de façon à permettre aux gouvernements nationaux de l'adapter aux situations particulières à leurs pays.

Comme il a été souligné dans les directives pour la mise en oeuvre de la plate-forme africaine d'action (ACW 1995):

"Certaines des difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la Promotion de la femme (1985) découlaient de la non délimitation de responsabilités pour les divers aspects, secteurs et niveaux d'exécution, de l'absence de structures appropriées pour entreprendre les tâches à accomplir et de la non identification des sources de fonds nécessaire à la mise en oeuvre effective des stratégies".

Il a été par conséquent convenu à Beijing que:

"Les gouvernements devraient, dans les plus brefs délais de préférence avant la fin de 1995 et en consultant les institutions et organisations non gouvernementales intéressées, commencer à mettre au point leurs stratégies et plan d'application du programme d'action; il serait souhaitable que cette opération soit menée à bien avant la fin de 1996... Les stratégies mises au point devraient couvrir tous les domaines et être assorties de calendriers précis et de repères qui permettent de mesurer les progrès accomplis; elles devraient aussi être accompagnées de propositions concernant les ressources à affecter ou à redéployer". (Plate-forme d'action et déclaration de Beijing, parag.297, page 101).

### **Eléments d'organisation du plan d'action national**

En élaborant le Plan d'action national, le gouvernement devrait avoir au moins:

- établi des objectifs et des actions prioritaires;
- établi des calendriers précis pour la réalisation des objectifs;
- fixé des repères et mis en place des mécanismes de suivi;
- identifié des acteurs (nommés) pour la mise en oeuvre du plan;
- établi des structures bien définies et un processus de consultation, des dispositifs institutionnels ainsi que des rôles et responsabilités bien définis pour les différents acteurs impliqués dans la mise en oeuvre;
- spécifié les mesures législatives nécessaires;
- spécifié les ressources à affecter à la mise en oeuvre du plan et identifié l'origine de ces ressources.

La section qui suit souligne et donne des suggestions sur la façon dont le plan d'action national pourrait être structuré:

### **Résumé et aperçu du plan d'action national modèle**

Cette section devrait se limiter à une ou deux pages mettant en exergue les principales caractéristiques du Plan d'action national (PAN) y compris les réalisations majeures et les nouvelles priorités.

### **Introduction**

Cette section pourrait inclure:

- une évaluation de la quatrième conférence mondiale sur les femmes et de la plate-forme d'action à partir d'une position avantageuse du pays;
- une brève présentation des changements internationaux et régionaux relatifs à la promotion de la femme résultant d'une perspective nationale.
- une présentation des domaines critiques de préoccupation relatifs aux femmes dans le pays, y compris les indicateurs sociaux pertinents;
- une réitération des engagements pris à Beijing;
- une brève présentation des réalisations du pays en ce qui concerne la promotion des femmes y compris les mécanismes institutionnels mis en place pour la promotion des femmes et toutes les mesures de suivi post-Beijing prises pour la mise en oeuvre des recommandations de la plate-forme d'action.

Ceci pourrait fournir un cadre pour examiner les priorités du plan d'action national.

### **Objectifs stratégiques et actions**

Les objectifs stratégiques sur les femmes et la pauvreté et ceux qui précèdent chaque domaine critique sont tirés de la plate-forme d'action de Beijing.

#### **A. Femmes et pauvreté**

- A1. Revoir, adopter et appliquer des politiques macro-économiques et des stratégies de développement répondant aux besoins et aux efforts des femmes vivant dans la pauvreté;
- A2. Réviser les législations et les pratiques administratives en vue d'assurer l'égalité des droits sur les ressources économiques et un accès plus large des femmes à ces ressources.
- A3. Assurer l'accès des femmes à l'épargne et aux mécanismes et institutions de crédit.

A4. Développer des méthodologies tenant compte des spécificités de chaque sexe et mener des recherches sur la féminisation de la pauvreté.

Pour chacune de ces objectifs stratégiques (et objectifs ultérieurs) la plate-forme d'action propose des mesures qui devraient être prises par les gouvernements, en complément des mesures devant être prises par les organisations multilatérales et les organisations non gouvernementales.

En élaborant leurs plans d'action, les gouvernements devraient:

- (a) Revoir les objectifs et mesures de la Plate-forme d'action;
- (b) Choisir ceux qui sont les plus urgents et les plus réalisables d'un point de vue national.
- (c) Rappeler les engagements pris à la Conférence de Beijing;
- (d) Préciser les objectifs à atteindre;
- (e) Indiquer les organismes nationaux et ONG impliqués;
- (f) Indiquer les ressources à affecter;
- (g) Indiquer toute législation nécessaire et toutes les mesures déjà prises.

Si par exemple, une étude sur la pauvreté où le niveau de vie a été déjà menée à travers des méthodes qui tiennent compte de la femme, ceci doit être indiqué avec une note concernant l'organisme (s) qui s'en est occupé ainsi que tous les plans visant à étendre les méthodes d'enquête tenant compte du genre aux autres organismes ou secteurs. Si des projets d'allègement de la pauvreté en faveur des femmes sont créés ou programmés, leur présentation devrait inclure les objectifs, les institutions et les ressources impliquées. Un plan d'action devrait indiquer les calendriers précis, et les repères qui permettent de mesurer les progrès accomplis dans la mise en oeuvre ainsi que les ressources affectées.

Les indicateurs sociaux existant dans les différents documents pourraient aider dans l'identification des priorités, des calendriers précis et des repères; par exemple, dans le cas où le nombre de ménages dirigés par des femmes est le plus élevé ou le plus croissant de tous les ménages pauvres, le gouvernement pourrait établir des repères et indiquer les voies et moyens permettant de réaliser cet objectif. Pour aider à alléger la pauvreté des femmes, un repère pourrait être établi afin de réduire l'écart de revenu fondé sur le sexe avec des taux de rémunération et des salaires moyens des femmes analysés pour mesurer les progrès accomplis.

Un exemple d'engagement, est celui du Lesotho qui a déclaré à Beijing qu'il s'engage à relever toutes les restrictions sur la capacité des femmes à obtenir le crédit et à pratiquer le commerce.

La Côte d'Ivoire s'est engagée à créer un fond spécial de développement en vue de financer les projets en faveur des femmes dans l'agriculture et le commerce ainsi qu'une banque pour les femmes en vue d'accroître leur accès au crédit.

Les engagements peuvent se traduire en action par les gouvernements nationaux à travers des objectifs spécifiques et mesurables, des dates ainsi que les différents acteurs qui devraient être impliqués dans la mise en oeuvre du plan et les ressources à affecter.

## **B. Education et formation des femmes**

- B1. Assurer un accès égal à l'éducation
- B2. Eliminer l'analphabétisme féminin
- B3. Améliorer l'accès des femmes à la formation professionnelle, à l'enseignement scientifique et technique et à l'éducation permanente.
- B4. Mettre au point des systèmes d'enseignement et de formation non-discriminatoires.
- B5. Allouer des ressources adéquates aux réformes du système éducatif et suivre leur application.
- B6. Promouvoir un processus d'éducation et de formation permanente à l'intention des filles et des femmes.

Cette section pourrait commencer par une présentation des données sur l'alphabétisation des femmes, les recrutements scolaires et le niveau d'instruction (en termes absolus et relatifs aux garçons et aux hommes), la qualité des écoles des filles et des écoles mixtes, l'accès des filles rurales aux écoles et de toute autre information pertinente. Les objectifs devraient établir des délais et des repères à suivre et indiquer les organismes nationaux et autres acteurs impliqués dans la réalisation des objectifs; les ressources à affecter et tout changement législatif.

Il serait important ici d'indiquer les barrières existantes, les délais pour la réalisation des objectifs, les ressources à affecter ainsi que les organismes, organisations et institutions impliqués dans la réalisation des objectifs.

La Côte d'Ivoire s'est engagée à réduire les frais de scolarité et distribuer gratuitement des fournitures scolaires afin que 100% des filles soient inscrites à l'école d'ici l'an 2000. Le Congo s'est quant à lui, engagé à développer des programmes d'alphabétisation et de post-alphabétisation, accordant une attention spéciale aux besoins de la petite fille. Le Ghana a pris l'engagement d'accroître la scolarisation des filles plus particulièrement dans les zones rurales tandis que la Namibie s'est engagée à atteindre un objectif de 94% de scolarisation au niveau primaire et de 80% d'alphabétisation d'ici à l'an 2000. La Namibie s'est également engagée à poursuivre les efforts du Ministère de l'Education de base et de la culture visant l'élimination de toutes forme de discrimination fondée sur le sexe.

La Tanzanie a pris l'engagement d'accroître les inscriptions au niveau maternel de 2 à 50% et de 80 à 100% au niveau primaire; d'augmenter la réussite scolaire au primaire de 80% et de réduire le taux d'analphabétisme de 50% d'ici à l'an 2000. Ces engagements ont clairement définis des objectifs et ont des délais précis mais pourraient bien profiter de la désignation des acteurs, institutions impliquées dans leur mise en oeuvre et suivi ainsi que des ressources affectées en leur faveur.

### C. Les Femmes et la Santé

- C1. Elargir l'accès des femmes, tout au long de leur vie, à des soins de santé, à l'information et à des services connexes adaptés, abordables et de bonne qualité.
- C2. Renforcer les programmes de prévention propres à améliorer la santé des femmes.
- C3. lancer des initiatives tenant compte des besoins des femmes face aux maladies sexuellement transmissibles, au VIH/SIDA et autres problèmes de santé se rapportant à la sexualité et à la procréation.
- C4. Promouvoir la recherche et diffuser des informations sur la santé des femmes.
- C5. Augmenter les ressources consacrées à la santé des femmes et suivre et évaluer la situation dans ce domaine.

Cette section pourrait également commencer avec les indicateurs sociaux pertinents actuels et prospectifs, suivi par l'identification des objectifs, des cibles, des repères, des mécanismes de suivi, des acteurs et du financement.

L'Ile Maurice s'est engagée à faire des soins de santé en matière de reproduction, une priorité, et à entreprendre à l'échelle nationale une campagne de détection du cancer cervical et du sein.

Le Lesotho s'est engagé à instituer des programmes spécifiques en vue d'améliorer la santé des femmes y compris les soins aux membres de la famille malades, la prévention de malnutrition et du VIH/SIDA et l'eau potable.

Dans un Plan d'Action National, les engagements susmentionnés doivent être assignés d'objectifs mesurables, de délais, de cibles, de ressources affectées et d'acteurs/institutions devant participer à la mise en oeuvre.

### D. La violence à l'égard des femmes

- D1. Prendre des mesures concertées afin de prévenir et d'éliminer la violence à l'égard des femmes.
- D2. Etudier les causes et conséquences de la violence à l'égard des femmes et l'efficacité des mesures de prévention.
- D3. Eliminer la traite des femmes et aider les femmes victimes de violence liées à la prostitution et à la traite.

Une action pertinente spécialement recommandée pourrait être le paragraphe 124 (e): "promouvoir activement la ratification et l'application de toutes les normes et de tous les instruments internationaux en matière des droits de l'homme qui se rapportent à la violence à l'égard des femmes, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".



Les gouvernements pourraient indiquer si cette action a été entreprise ou non et indiquer également les institutions impliquées dans le suivi du respect et des violations des droits de l'homme y compris les droits fondamentaux de la femme et les différentes formes de violence à leur égard.

L'Afrique du Sud s'est engagée à entreprendre une campagne de sensibilisation à l'échelle nationale concernant la violence à l'égard des femmes et à accroître la fourniture d'abris aux femmes battues. L'Ile Maurice a pris l'engagement de promulguer un acte sur la violence dans les ménages. Il serait encore difficile de pouvoir mesurer le respect de ces engagements sans des objectifs mesurables, des cibles, des délais, des acteurs/institutions identifiés et des ressources.

#### **E. Les femmes et les conflits armés**

Elargir la participation des femmes au règlement de conflit aux niveaux de la prise de décision et protéger les femmes vivant dans les situations de conflits armés et autres ou sous occupation étrangère.

- E2. Réduire les dépenses militaires excessives et contrôler la disponibilité des armements.
- E3. Promouvoir des formes non violentes de règlement de conflits et réduire les violations des droits fondamentaux dans les situations de conflit.
- E4. Promouvoir la contribution des femmes au développement d'une culture valorisant la paix.
- E5. Fournir protection, assistance et formation aux réfugiés, aux autres femmes déplacées ayant besoin d'une protection internationale et aux déplacées à l'intérieur de leur propre pays.
- E6. Prêter assistance aux femmes des colonies et autres territoires non autonomes.

Il serait important ici de préciser les actions à entreprendre y compris le processus de consultation et l'institution impliquée, la législation requise et les ressources à affecter.

La participation des femmes au règlement de conflit, au rétablissement de la paix et au maintien de la paix est un objectif important.

Les gouvernements pourraient également indiquer dans leurs plans d'action, la façon dont les dépenses militaires excessives sont réduites ainsi que tous les plans visant la conversion, aux fins de développement, des ressources affectées à la dépense, y compris le développement social des femmes conformément aux paragraphes 143 (a) et (b) et 349. Un plan d'action national devrait également indiquer un calendrier précis pour la réalisation de l'objectif stratégique E2, identifier un repère permettant d'évaluer la performance et les résultats ainsi que la façon dont les ressources militaires pourraient être réaffectées.

## **F. Les Femmes et l'économie**

- F1. Promouvoir les droits et l'indépendance économique des femmes, notamment l'accès à l'emploi, des conditions de travail appropriés et l'accès aux ressources économiques.
- F2. Faciliter l'égalité d'accès des femmes aux ressources, à l'emploi, aux marchés et aux échanges commerciaux.
- F3. Fournir aux femmes notamment à celles à faible revenu, des services professionnels et des moyens de formation et leur donner accès aux marchés, à l'information et la technologie.
- F4. Renforcer la capacité économique et les réseaux commerciaux des femmes.
- F5. Eliminer la ségrégation professionnelle et toutes les formes de discrimination dans l'emploi.
- F6. Permettre aux hommes et aux femmes de concilier responsabilités familiales et responsabilités professionnelles.

Une brève présentation de la position des femmes sur le marché de travail basé sur l'information tirée des rapports nationaux et autres sources pourraient précéder et mettre en perspective les objectifs limités et les ressources à affecter.

Plusieurs pays ont reconnu les contributions des femmes au développement économique reflétées dans les objectifs et mesures relatives aux femmes et l'économie dans la plate-forme d'action. A Beijing, des engagements ont été convenus en vue de promouvoir les droits économiques des femmes et d'améliorer leur capacité à participer, à contribuer à la croissance économique et en tirer avantage.

Dans leurs plans d'action nationaux, les gouvernements pourraient également indiquer la législation adoptée dans des domaines tel que la définition et l'interdiction du harcèlement sexuel sur le lieu de travail, l'élimination des préjugés contre les femmes dans les programmes de sécurité sociale, la promotion de la capacité des femmes travailleuses à concilier les responsabilités professionnelles et familiales, la protection des travailleurs à domicile et la protection des droits des travailleurs immigrés en règle. Les gouvernements pourraient également indiquer les conventions de l'OIT qu'ils ont déjà ratifiées et la date de celles qui seraient prochainement ratifiées.

La collaboration entre les organismes nationaux, le secteur privé, les banques, les institutions de formation et les organisations des femmes pourrait être mentionnée dans la présentation des initiatives limitées visant à promouvoir l'expansion des commerces appartenant aux femmes, à réduire l'écart de revenus entre les hommes et les femmes, à accroître le nombre de garderies d'enfants et à intégrer une démarche tenant compte des spécificités dans le plan de développement et la formulation des projets et programmes. Les repères peuvent également être définis - par exemple créer une garderie d'enfants dans chaque organisme national et entreprise public d'ici à l'an 2000; accroître le nombre de coopératives des femmes; réduire le taux de chômage des femmes à un niveau assez raisonnable d'ici l'an 2000 etc...

## **G. Les femmes et la prise de décision**

- G1. Prendre des mesures propres à assurer aux femmes l'égalité d'accès et la pleine participation

## **G2. Donner aux femmes les moyens de participer à la prise de décision et d'exercer des responsabilités.**

Il y a un consensus sur le fait qu'une masse critique d'au moins 30% de femme constitue un repère adéquat et que la participation des femmes dans les organes politiques constitue également un domaine approprié de suivi. Ceci pourrait inclure le suivi de la présence des femmes dans les partis politiques, les listes électorales, les parlements, les cabinets ministériels et présidentiels, les tribunaux et les forces de police ainsi que dans des positions gouvernementales d'influence. Ici, la collaboration entre les gouvernements, les parties politiques, les syndicats, les organisations des femmes, les organisations des droits de l'homme, les hommes de loi, les organisations régionales et les organisations internationales s'avère cruciale pour la réalisation de cet objectif stratégique. Le plan d'action devrait mentionner toute nouvelle mesure législative de mise en oeuvre de cet objectif ainsi que les ressources affectées et les nouvelles institutions mises en place pour promouvoir le leadership des femmes et les initier pour des positions de prise de décision.

La Tanzanie s'est engagée à accroître le nombre de femmes au niveau de la prise de décision d'au moins 30% en l'an 2000.

### **H. Mécanismes institutionnels chargés de favoriser la promotion de la femme**

H1: Créer ou renforcer les mécanismes nationaux et autres organes gouvernementaux.

H2: Intégrer une approche d'égalité entre les sexes dans l'élaboration des dispositions législatives, des politiques et des programmes, et projets d'intérêt général.

H3: Produire et diffuser des données et des informations ventilées par sexe aux fins de planification et d'évaluation.

Certains gouvernements ont créé un Ministère d'Etat chargé des affaires féminines en vue de renforcer le mécanisme national chargé de l'intégration d'une démarche tenant compte des spécificités au sein des organismes (intégration de sexospécificité). D'autres ont mis en place des bureaux de type médiateur d'égalité.

La République Centrafricaine a pris l'engagement de créer un réseau de femmes ministres et parlementaires chargé du suivi des recommandations de la plate-forme, tandis que le Congo, entre autres pays, s'est engagé à mettre en place un mécanisme national de mise en oeuvre de la plate-forme. Les plans d'actions devraient indiquer les détails y compris les délais et budgets. Plusieurs pays se sont engagés à développer des statistiques sociales tenant compte des sexospécificités. Le plan devrait également inclure une section sur le processus de consultation rassemblant autant de groupes représentatifs de ministères compétents, d'ONG et autres acteurs de la société civile que nécessaire, en vue d'une élaboration détaillée et mise en oeuvre effective.

Il serait important d'indiquer dans le plan d'action, les ministères impliqués au processus d'intégration des sexospécificités (soit pour la planification nationale ou l'assistance extérieure au développement), les ressources affectées au mécanisme national de promotion de la femme et toute collaboration avec des ONG et des organismes donateurs.

### **I. Les droits fondamentaux de la femme**

- I1. Promouvoir et protéger les droits fondamentaux des femmes par la pleine application de tous les instruments relatifs aux droits de l'homme, en particulier de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.
- I2. Garantir la non-discrimination et l'égalité devant la loi et dans la pratique.
- I3. Diffuser les notions élémentaires de droit.

A Beijing, des engagements ont été pris par plusieurs pays dans ce domaine. La plupart se sont engagés à mettre pleinement en oeuvre la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme (CEDAW). En ce qui concerne le plan d'action, il serait important d'indiquer un délai et un mécanisme national de suivi. L'Ethiopie, tout comme d'autres pays a pris l'engagement d'améliorer les lois et règlements sur la protection des droits et intérêts des femmes. L'un des engagements de la Gambie est d'attaquer la violence à l'égard des femmes conformément au CEDAW. Pour ce qui est du plan d'action, il serait important de présenter les législations existantes ou toute autre nouvelle initiative de législation, en même temps que les organismes de suivi. Si des plans sont envisagés pour promouvoir les droits fondamentaux des femmes et les notions élémentaires de droit à travers les différentes formes de média, ils peuvent être mentionnés dans le plan d'action.

### **J. Les femmes et les média**

- J1. Permettre aux femmes de mieux s'exprimer et de mieux participer à la prise des décisions dans par l'intermédiaire des média et des nouvelles techniques de communication.
- J2. Promouvoir une image équilibrée et non stéréotypée des femmes dans les médias.

Les gouvernements pourraient indiquer les organismes et institutions impliquées, (gouvernementaux et non-gouvernementaux), les calendriers et les ressources à affecter pour la mise en oeuvre de ces objectifs.

### **K. Les femmes et l'environnement**

- K1. Assurer une participation active des femmes aux prises de décisions concernant l'environnement à tous les niveaux.
- K2. Intégrer les besoins, préoccupations et opinions des femmes dans les politiques et programmes en faveur du développement durable.
- K3. Renforcer ou créer des mécanismes aux niveaux national, régional et international pour évaluer l'impact des politiques de développement et de gestion de l'environnement sur les femmes.

Le Lesotho a pris l'engagement de créer un cadre institutionnel y compris la recherche en vue de coordonner les questions de l'environnement entre le gouvernement, les ONG et les groupes des femmes et de sensibiliser les femmes rurales sur les sources alternatives d'énergie. Dans les plans d'actions, les gouvernements devraient indiquer comment la mise en oeuvre de ces objectifs s'accorde

institution, politique ou mesures législative, ils devraient également indiquer les acteurs impliqués, les calendriers établis pour atteindre les objectifs, les ressources affectées, les mécanismes de suivi et les procédures de justification de l'emploi de fonds.

#### **L. La petite fille**

- L1. Eliminer toutes les formes de discrimination à l'égard de la petite fille.
- L2. Eliminer les comportements et pratiques culturelles préjudiciables aux filles.
- L3. Promouvoir et protéger les droits de la petite fille et faire mieux connaître ses besoins et son potentiel.
- L4. Eliminer la discrimination à l'égard des filles dans l'enseignement, l'acquisition de capacités et la formation.
- L5. Eliminer la discrimination à l'égard des filles dans les domaines de la santé et de la nutrition.
- L6. Eliminer l'exploitation économique du travail des enfants et protéger les jeunes filles qui travaillent.
- L7. Eliminer la violence contre la petite fille.
- L8. Sensibiliser les petites filles et favoriser leur participation à la vie sociale, économique et politique.
- L9. Renforcer le rôle de la famille dans l'amélioration de la condition de la petite fille.

Les exemples d'engagements pertinents pris à Beijing sont surtout l'engagement de la Côte d'Ivoire à réduire les frais de scolarité et à distribuer gratuitement des fournitures scolaires afin que 100% de filles puissent être scolarisées en l'an 2000 et celui de la Zambie visant à assurer l'égalité dans le recrutement scolaire en l'an 2005. Les gouvernements, pourront, à travers un processus consultatif avec les organisations non-gouvernementales, décider des objectifs pertinents, des cibles, des délais, et des ressources nécessaires. Dans la présentation de la mise en oeuvre des objectifs pertinents, le plan d'action devrait indiquer les organismes et organisations impliqués (gouvernementaux, non-gouvernementaux, bilatéraux et multi-latéraux), les calendriers établis pour la réalisation des objectifs, le mécanisme de suivi et la justification de l'emploi de fonds.

#### **CONCLUSION**

Le plan d'action pourrait conclure en réitérant les principales priorités et objectifs, mentionnant les organismes gouvernementaux et non-gouvernementaux impliqués et présentant un schéma indiquant les indicateurs sociaux relatifs aux femmes, ainsi que les objectifs limités et les fonds à affecter. Un exemple de matrice de plan de mise en oeuvre est ci-joint au document.

## PLAN DE MISE EN OEUVRE

Une matrice de plan de mise en oeuvre séparée doit être produite pour chacune des priorités identifiées, car ceci facilite l'élaboration des rapports de suivi et d'activités.

Un exemplaire a été inclut en vue de montrer à quoi ressemble le document final. Les chiffres utilisés sont arbitraires et ne servent qu'à titre d'exemple.

Objectifs	Activités	Résultats	Indicateurs	Facteurs critiques de succès	Mesure	Délai	Ressources nécessaires	Personnes/organismes
Ouvrir aux femmes l'accès à l'épargne et aux mécanismes et institutions de crédits	Créer un fonds de développement en vue de financer les activités des femmes dans les domaines de l'agriculture et du commerce	Création d'un fonds spécial de 1 m de \$ en faveur des activités des femmes dans les domaines de l'agriculture et du commerce	300 projets de femmes dans le commerce et l'agriculture reçoivent des dons/prêts de jusqu'à 500 \$ chacun dans 10 districts	Disponibilité de fonds, projets viables, finançables - prise de conscience des femmes sur l'existence de fond	Evaluation à travers les dossier "s de transaction de femmes utilisateurs.  Evaluation menée par les administrateurs de fonds	Fonds crée en décembre 1998.  Opérations lancées en janvier 1998	1 m \$ pour la création de fonds  50 membres du personnel qualifiés	Ministère des finances  Ministère de la planification  Fonds d'affectation spécial des femmes

## Aide mémoire pour l'évaluation des plans d'action nationaux

Le plan indique-t-il:

- de priorités clairement définies?
- des objectifs spécifiques, mesurables, réalisables, réalistes et limités, liés aux priorités?
- les activités spécifiques pour la réalisation des objectifs?
- les acteurs identifiés pour l'exécution des activités?
- une division de travail, des rôles et des responsabilités clairement définis entre les différents acteurs?
- des ressources affectées aux activités?
- un délai pour exécuter le plan?
- un processus de suivi clairement défini?
- un organisme identifié pour le suivi du processus de mise en oeuvre?

ANNEXE V

**UN OUTIL PRATIQUE DE SUIVI DE LA MISE EN  
OEUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL**



## **SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL PREPARATOIRES A LA CONFERENCE QUINQUENNALE DE SUIVI DE LA MISE DES PLANTES-FORMES D'ACTION**

### **Introduction**

Ce guide est un aide-mémoire pratique qui devrait aider les Etats à suivre la mise en oeuvre des Plates-formes d'action. La démarche utilisée du "schema d'analyse de suivi" élaboré par le Centre de Tribune internationale de la Femme. Elle est complétée par un outil plus détaillé destiné au suivi des domaines critiques spécifiques. Chaque Etat devrait, l'adapter à ses propres priorités. Il est important de souligner que sans un plan d'action national, correctement élaboré il serait difficile de mesurer les progrès accomplis. L'exercice de suivi devrait également aider les Etats membres à élaborer leurs rapports d'activités.

### **Suivi pour évaluer les progrès accomplis et prendre des mesures correctives**

Le suivi, l'analyse et l'évaluation constituent les composantes essentielles des Plans d'action nationaux. Le suivi est la surveillance régulière de la mise en oeuvre d'un programme. Il devrait évaluer la mise en oeuvre par rapport aux objectifs à court, moyen et long termes ainsi qu'aux objectifs généraux et spécifiques des Plans d'action nationaux. Pour qu'un suivi soit effectif, le plan devrait avoir des indicateurs mesurables limités dans le temps.

Les mécanismes nationaux ont un rôle important à jouer dans le suivi, la collecte d'information et la promotion de la mise en oeuvre des plates-formes. Ils devraient également jouer un rôle de relais entre les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux.

Une information fiable et pertinente s'avère vitale pour mesurer le progrès accompli dans la mise en oeuvre de la plate-forme d'action. Les Etats devraient encourager les professionnels des sciences sociales spécialisés dans les questions de genre à entreprendre l'évaluation des progrès enregistrés.

Les mécanismes d'évaluation devraient être intégrés dans les plans d'action dès le début afin que les données de base puissent être collectées et utilisées comme base de comparaison future. Par exemple, si un programme vise à améliorer la condition de la femme, il serait important de collecter initialement des données relatives aux niveaux de revenus des bénéficiaires potentiels.

### **Indicateurs de progrès accomplis**

Un indicateur définit la norme de performance qui devrait être atteinte pour réaliser les objectifs des Plans d'action nationaux. Les indicateurs déterminent également la façon de mesurer la portée de la réalisation des objectifs à des temps différents. Les mesures peuvent être quantitatives, qualitatives et caractéristiques exemple: utilisation accrue de services légaux.

Les indicateurs jouent un rôle crucial en fournissant une base pour le suivi et l'évaluation.

Un bon indicateur est:

**Substantiel:**

Il reflète, en termes précis, un aspect essentiel d'un objectif.

**Concret:**

Chaque indicateur devrait refléter un fait plutôt que des impressions subjectives

**Plausible:**

Les changements enregistrés peuvent être directement attribués au Plan d'action national.

**Basé sur des données accessibles**

Les indicateurs devraient être tirés des données facilement disponibles ou qui peuvent être facilement collectées comme partie de la mise en oeuvre du programme.

Ce qui suit est un guide pour l'établissement d'un indicateur.

**Objectif:** utilisation accrue des facilités de crédit par les femmes.

**1. Identifier l'indicateur:**

exemple: prêts accrus

**2. Indiquer le groupe cible:**

exemple: femmes propriétaires de PME (gérant une PME de plus de 3 employés)

**3. quantité:**

1000 femmes propriétaires de PME augmentent leur accès au crédit de 50%

**4. Etablir la qualité:**

exemple: assurer un taux de remboursement de prêt de 85%

5. **Indiquer le délai:**  
exemple: entre janvier 1998- janvier 1999
6. **Etablir le lieu:**  
exple. dans 5 districts

Mettre en commun : 1000 femmes entrepreneurs dans 5 districts (utilisant 3 employés au moins) accroient leur accès au crédit de 50% entre janvier 1998- janvier 1999, garantissant un taux de remboursement de 85%

Lorsque des indicateurs sont établis, les sources d'information nécessaires à leur utilisation

devraient être indiquées, c'est à dire quelle information devrait être disponible, sous quelles formes et où la recueillir.

Il est important de vérifier l'utilité de l'indicateur.

- L'information a-t-elle été tirée des sources existantes (statistiques, dossiers etc)?
- L'information est-elle fiable et à jour?
- Une collecte spéciale de données est-elle nécessaire?
- Si oui, les avantages justifient-ils les coûts?
- Les données sont-elles ventilées par sexe?

Un seul format de suivi doit être mis en place durant toute la période du programme. Ceci permet de fournir une base solide pour l'analyse des tendances et la définition des stratégies.

Un suivi entrepris régulièrement permet aux Etats membres d'élaborer des rapports d'activités annuels. Il a été par conséquent recommandé d'entreprendre des évaluations périodiques de la mise en oeuvre des Plans d'Action Nationaux en vue de pouvoir prendre des mesures correctives. Il est également important d'analyser toutes les variations entre les cibles planifiées, les objectifs et ce que les données de suivi peuvent révéler.



## SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION NATIONAL

Ceci est un format proposé pour le suivi de la mise en oeuvre du Plan d'action national. Cet instrument de suivi devrait être utilisé en conjonction avec la matrice du plan de mise en oeuvre qui a été élaborée avec le Plan d'action national. Il a été suggéré qu'une fiche séparée soit produite pour chaque domaine prioritaire.

Ce qui suit est un exemple permettant de montrer comment la fiche pourrait être utilisée. Le remplissage correcte de la fiche de suivi peut aider à l'élaboration des rapports d'activités

**Domaine critique:** La persistance de la pauvreté qui pèse de plus en plus sur les femmes

**Objectifs:** Ouvrir aux femmes l'accès à l'épargne et aux mécanismes et institutions de crédit

**Période de suivi:** janvier 1998 - décembre 1998

Résultats, indicateurs activités programées	Réalisations	Sources de Données	Contraintes	Observations/mesures correctives
1. Créer un fonds spécial de 1 m de \$ en vue de soutenir les activités des femmes dans l'agriculture et le commerce en décembre 1998	850 000 \$ mobilisés pour la création du fonds spécial Lancement du Fond à l'échelle nationale a engendré une grande publicité a. Activités viables de femmes identifiées et prêtes pour financement dans 8 districts.	Les dossiers des administrateurs des fonds Suivi des médias Rapports des administrateurs des Fonds	Faible démarrage des efforts à la mobilisation de ressources Faible capacité d'organisation et de gestion des organisations de femmes	Accroître les efforts de mobilisation de fonds en vue d'assurer la mobilisation d'une somme totale de 1 m de \$ en janvier 1999. En collaboration avec le Centre de formatin ABANTU sur la gestion et le développement durable, développer un programme de formation en vue de renforcer les capacités de gestion et d'organisation des organisations de femmes.
2. Fournir des fonds pour les activités de 300 femmes dans le commerce et l'agriculture commençant en janvier 1999 dans 10 districts	Documents pour 100 activités viables de femmes dans les 2 districts restants en dernière étape de préparation	Rapports du fonds spécial des fonds	Nombre réduit de personnes ayant des compétences d'analyse par sexe et d'étude de faisabilité	En collaboration avec le Centre de Ressource de Genre, organiser quatre ateliers en faveur des administrateurs du fonds, des agents d'extension dans l'analyse par sexe et la préparation d'études de faisabilité

## SUIVI DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION

Domaine critique

Objectif

Période de suivi

Indicateurs programmés, activités, résultats	Réalisations	Source de données	Contraintes	Observations/mesures correctives
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...
...	...	...	...	...

Page 6  
Annexe V  
E/ECA/ACW/SRMES/99/8

ANNEXE VI

**LIGNES DIRECTRICES POUR LA PREPARATION  
DES RAPPORTS NATIONAUX SUR L'ETAT  
D'AVANCEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DES PLATES  
FORMES D'ACTION DE DAKAR ET DE BEIJING**

## **DIRECTIVES POUR L'ELABORATION DU RAPPORT NATIONAL D'ACTIVITES**

L'examen et l'évaluation détaillés de la mise en oeuvre de la Plate-forme d'action qui sera initiée en 1999 fourniront l'opportunité d'évaluer les progrès accomplis par les Etats en ce qui concerne l'intégration d'une démarche tenant compte des spécificités du genre dans leurs efforts de développement.

Les Etats membres devraient être en mesure d'élaborer des plans d'action nationaux mettant l'accent sur un nombre de domaines critiques qui constituent leurs priorités nationales. Le rapport national doit rendre compte du progrès accompli dans la mise en oeuvre de ces priorités.

Le format des rapports d'activités devrait être établi de manière à ce que, les activités et les résultats soient examinés par rapport aux objectifs de développement immédiats et à long terme. Des indicateurs devraient être utilisés. Des changements dans les facteurs externes pour la mise en oeuvre des Plans d'action nationaux devraient également être indiqués dans le rapport.

Le rapport devrait présenter les mesures prises et les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des plates-formes d'action africaine et de Beijing. Elle devrait également mettre l'accent sur les priorités spécifiques identifiées par les Etats et inclure les activités de tous les acteurs impliqués dans la mise en oeuvre du plan d'action national.

Il y aura inévitablement un cumul entre les activités post Beijing et les activités de développement en cours pour la promotion de la femme entreprises au niveau national. Le rapport d'activités peut mentionner cela. Cependant, l'accent devrait être mis sur les actions découlant directement des Plates-formes d'action.

Compte tenu du fait que la période juste avant Dakar et Beijing a connu une plus grande participation d'ONG dans les Etats membres et une meilleure communication entre les gouvernements et les ONG, le suivi et la mise en oeuvre des plans d'action nationaux devraient fournir l'opportunité de renforcer ces relations et ceci devrait être reflété dans le rapport d'activités.

Les objectifs des rapports d'activités nationaux sont les suivants:

- a) **Evaluer** les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des Plates-formes d'action,
- b) **Présenter** les résultats concrets enregistrés dans la réalisation de l'objectif stratégique qui a été défini pour aborder les domaines critiques de préoccupation dans les Plates-formes d'Action,
- c) **Identifier** les obstacles et contraintes à la réalisation des objectifs des plans d'actions nationaux,



- d) **Recommander des actions stratégiques à entreprendre aux niveaux national, régional et international en vue de réaliser l'objectif de la responsabilisation des femmes.**

L'élaboration des rapports nationaux devrait impliquer un groupe représentatif de la société: les organisations de la société civile, le secteur privé, les institutions académiques et de recherche. A l'instar du processus préparatoire de Dakar et de Beijing, les Etats membres devraient envisager de mettre en place des comités nationaux qui participeront à l'élaboration des rapports nationaux. La participation aux comités nationaux devrait inclure les représentants:

- des ministères, départements et autres organismes gouvernementaux clés
- des institutions juridiques
- des organisations de la société civile
- des experts particuliers
- des institutions d'éducation
- des jeunes et leurs organisations

Les rapports nationaux ne devraient pas excéder 50 pages et devraient se focaliser sur les priorités et questions identifiées par chaque Etat. En vue d'assister à l'élaboration d'un rapport de synthèse pour la région de l'Afrique, il a été recommandé de faire parvenir à la CEA/CAF tous les rapports avant le 30 juillet 1999.

Ces rapports devraient contenir ce qui suit:

### **1. Un aperçu général:**

L'aperçu devrait constituer une brève présentation des principales caractéristiques du rapport y compris les réalisations majeures et ne devrait pas excéder une page.

### **2. Introduction:**

Elle devrait inclure:

- une brève analyse de la situation du pays et les contextes national et international dans lesquels le plan d'action national a été mis en oeuvre;
- une évaluation de la Quatrième Conférence Mondiale sur les Femmes et les Plates-formes d'Action;
- une présentation des priorités du pays découlant des domaines critiques de préoccupation de la Plate-forme; et
- une brève présentation des réalisations du pays par rapport à la promotion de la femme y compris les mécanismes institutionnels établis pour la promotion de la femme et toutes les activités de suivi post Beijing ainsi que les mesures prises pour la mise en oeuvre des recommandations de la plate-forme d'action.

### **3. Evaluation des progrès accomplis dans la mise en oeuvre des Plates-formes d'action**

Dans cette section, les Etats devraient mettre l'accent sur les priorités qu'ils ont définies pour leurs pays et en faire rapport. Le rapport devrait se pencher surtout sur les objectifs, les actions, les indicateurs, les acteurs, les ressources et les repères établis dans le Plan d'action national. Il devrait également présenter assez fidèlement l'exercice de suivi qui devrait être mené chaque année. Le rapport devrait autant que possible fournir de preuves concrètes quant aux progrès accomplis y compris certaines évaluations de l'impact des actions définies dans le Plan d' Action National. Il devrait également, dans chaque domaine de priorité, indiquer les principaux obstacles rencontrés dans sa mise en oeuvre.

Le principal objectif de l'action de suivi est surtout de montrer ce qui a été programmé, ce qui s'est réellement passé, les obstacles rencontrés et ce qui reste à faire.

### **Conclusion**

La conclusion devrait présenter les recommandations sur les actions stratégiques à entreprendre aux niveaux national, sous-régional, régional et international afin de réussir pleinement la mise en oeuvre du Plan d'action national et l'objectif de la responsabilisation des femmes. Il serait bon d'inclure des annexes avec des données statistiques représentant l'évaluation des progrès accomplis pendant la période sous examen.

ANNEXE VII

**CONFERENCE ORGANISEE A L'OCCASION DU  
QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA CEA "LES  
FEMMES AFRICAINES ET LE DEVELOPPEMENT  
ECONOMIQUE: INVESTIR DANS NOTRE AVENIR"**

**28 AVRIL - 1ER MAI 1998, ADDIS ABEBA (ETHIOPIE)**

*Liste des mesures recommandées*

5 février 1999

Monsieur/Madame,

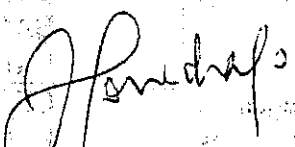
Le Centre africain pour les femmes a organisé du 1er au 3 décembre 1998 une réunion pour donner suite à la Conférence organisée à l'occasion du quarantième anniversaire de la CEA sur le thème "Les femmes africaines et le développement économique : investir dans notre avenir" qui s'était tenue à Addis-Abeba du 28 avril au 1er mai 1998. La réunion a examiné les préparatifs concernant les mesures de suivi, les stratégies et mécanismes de suivi et d'évaluation de la mise en oeuvre des recommandations et les mesures stratégiques proposées pendant la Conférence. Nous sommes heureux de vous communiquer la liste des mesures stratégiques recommandées pendant la Conférence, mesures qui, a-t-on estimé, étaient novatrices, et les programmes en cours qu'il convient de renforcer et/ou qui permettent effectivement d'obtenir les résultats escomptés, groupées sous chacun des quatre principaux thèmes.

Pour évaluer l'impact de cette conférence en Afrique et celui des activités de suivi entreprises, nous vous envoyons un bref questionnaire que vous voudrez bien remplir pendant la réunion et remettre à un fonctionnaire du Centre africain pour les femmes.

Je vous remercie de l'assistance que vous voudrez bien apporter à la réalisation de cet important travail de suivi et d'évaluation de la Conférence.

Je vous prie d'agréer, Monsieur/Madame, les assurances de ma très haute considération.

Le Directeur du Centre africain pour la femme

  
Mme Joséphine Ouédraogo

**CONFERENCE ORGANISEE A L'OCCASION DU QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE  
LA CEA "LES FEMMES AFRICAINES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE:  
INVESTIR DANS NOTRE AVENIR"**

**28 AVRIL – 1ER MAI 1998, ADDIS-ABEBA (ETHIOPIE)**

**Liste des mesures recommandées**

**Thème 1: Développer les économies africaines: rôle des femmes**

<b>Programmes/Projets</b>	<b>Partenaires potentiels et institutions concernées</b>
1. Créer un fonds spécial de capitaux à risque pour les femmes entrepreneurs.	CEA BAD Banque mondiale Union européenne Gouvernements africains OMC CNUCED BADEA BID AFWE
2. Créer, pour les femmes entrepreneurs, un groupe d'appui technique CEA/CAF chargé de coordonner les activités.  Se référer à la Foire commerciale et aux Forums d'investissement pour les femmes (AFWE) tenus à Addis-Abeba du 15 au 21 octobre 1998.	CEA – CAF Organismes des Nations Unies : ONUDI, CNUCED, UNIFEM Banque mondiale (SFI) Centres de promotion des affaires aux niveaux national, régional et sous-régional Chambre de commerce COMESA, SADC, CEDEAO, AFWE
3. Créer un groupe de travail sur les femmes dans la comptabilité nationale et d'autres données ainsi qu'un fonds pour son fonctionnement	CASD DFID CEA – CAF, DSID (Statistiques) BAD FNUAP
4. Travaux de recherche: évaluer les dépenses publiques par secteur et identifier les instruments permettant de tenir compte des préoccupations des femmes dans le budget, etc.	CEA PNUD Collaborative Centre on Gender ABANTU for Development ACDI
5. Former le personnel approprié pour tenir compte des préoccupations des femmes dans le budget	CEA PNUD CCG, ABANTU Gouvernements Secrétariat du Commonwealth

Programmes/Projets	Partenaires potentiels et institutions concernées
6. Compiler les informations sur les prestataires de services de formation pour tenir compte des préoccupations des femmes dans le budget	CEA
7. Répertorier les institutions aidant les femmes d'affaires et celles participant à des programmes de crédit/y compris la formation	CEA Organismes des Nations Unies : UNIFEM, BIT
8. Créer une base de données sur les normes, politiques, règles etc... sur les questions relatives aux programmes et projets de micro-crédit, de micro-entreprise	CEA BAD Banque mondiale Organismes des Nations Unies : UNIFEM, PNUD, IFAD ACDI Réseau d'organismes de micro-crédit
9. Encourager la CEA à organiser, aux niveaux régional et sous-régional, à l'intention des décideurs, des ateliers et des sessions de formation sur la promotion et la protection de l'accès des femmes aux terres en milieu rural et urbain ainsi que la propriété de celles-ci (se référer aux recommandations de la Conférence et au séminaire de la CEA sur les questions foncières tenu en novembre 1998)	CEA Responsables communautaires Gouvernements ONG FAO
10. Effectuer des travaux de recherche sur les incidences de la mondialisation et de l'intégration régionale sur les femmes et l'environnement	CEA AAWORD
11.	
12. Créer des fonds de solidarité (politiques et programmes)	Gouvernements Organismes des Nations Unies Bénéficiaires
13. Développer les activités d'éducation sanitaires/IEC	Gouvernements Organismes des Nations Unies ONG

Mesures	Partenaires potentiels et institutions concernées
1. Elargir la notion de PIB pour y inclure : le compte information, le compte satellite PIB comprenant la subsistance des ménages etc..	Gouvernements Services nationaux de la statistique Législateurs ONU AFRISAT
2. Intégrer les préoccupations des femmes dans l'établissement du budget national	Gouvernements
3. Allouer 1 à 2% du budget national au financement des programmes de micro-crédit destinés aux femmes	Gouvernements
4. Créer des fonds d'allègement de la dette en faveur des programmes de développement de la micro-entreprise destinés aux femmes	Gouvernements Organismes bilatéraux /multilatéraux de crédit
5. Promouvoir une culture de la protection sociale (création d'un environnement favorable)	Gouvernements ONG Organismes des Nations Unies

## Thème II : Ouvrir des perspectives à la nouvelle génération d'Africains

Programmes/projets	Partenaires potentiels et institutions concernées
1. Promouvoir la création de groupes de jeunes pour influencer sur les politiques, changer la législation, influencer sur l'allocation des crédits budgétaires etc. au niveau national	Mouvement panafricain des jeunes Commissions nationales de l'UNESCO OUA IPU Secrétariat du Commonwealth
2. Préconiser la création de fonds de solidarité pour la jeunesse en danger	Gouvernements Mouvements de jeunes UNESCO UNICEF ONG
3. Promouvoir la création de centres de formation pour les jeunes	Gouvernements UNESCO ENDA FAWE
4. Sensibiliser l'opinion pour promouvoir les changements d'attitude en vue de l'égalité entre les sexes	ONG Mouvement de jeunes Organisation des Nations Unies, UNESCO, FNUAP, UNICEF

Mesures	Partenaires potentiels et institutions concernées
1. Faire participer les jeunes à toutes les conférences et réunions aux niveaux national et international	Gouvernements Organisations internationales

### Thème III : Promouvoir la bonne gouvernance : la participation des femmes est essentielle

Programmes/projets	Partenaires potentiels et institutions concernées
1. Donner aux hommes et aux femmes les moyens de faire pression et de lever les obstacles d'ordre culturel, traditionnel et religieux à leur promotion	Gouvernements ONG Universités Institutions de formation Partenaires bilatéraux et internationaux
2. Incorporer l'analyse par sexe dans la conception des projets et programmes relatifs à la décentralisation	CEA – CAF, DMD Gouvernements ONG CBO
3. Créer des mécanismes chargés d'encourager les institutions publiques, privées et internationales à réexaminer leurs politiques intérieures pour qu'elles soient favorables à la vie de famille (emploi, protection de l'enfance, loisirs etc.)	Organismes des Nations Unies CEA ONG Syndicats Gouvernements Institutions privées
4. Créer des mécanismes en vue d'amener les partis politiques (ou groupes ethniques) à se réunir régulièrement aux niveaux national et communautaire pour dialoguer afin de promouvoir la réconciliation et une culture de la paix	Initiatives de paix Chefs religieux/communautaires ONG/CSO Gouvernements
5. Créer un fonds pour les femmes candidates à des postes politiques	ONG Associations Parlementaires Femmes entrepreneurs Hommes et femmes intéressés Communauté des donateurs
6. Multiplier et renforcer les centres de conseils familiaux et créer des tribunaux pour enfants	Mécanismes nationaux pour les femmes Groupe de défense des droits fondamentaux Associations de juristes WILDAF FIDA



Programmes/projets	Partenaires potentiels et institutions concernées
7. Concevoir un cadre alternatif de formation des cadres féminins	FEMNET WILDAF Organisations régionales Institutions de formation de cadres féminins africains ONG Partis politiques
8. Faire comprendre la nécessité de transformer les structures qui régissent la vie des femmes	GADA (Zambia) Groupes féminins de pression APDF (Mali) Instituts de recherche, etc.
9. Adopter des mesures en faveur des femmes	Gouvernements OIG ONG ONU Organisations internationales
10. Adopter une constitution qui garantisse l'égalité des sexes	Gouvernements Parlements
11. Réformer les législations et/ou appliquer des législations qui protègent les droits des femmes	Gouvernements Pouvoirs judiciaires Parlements
12. Ratifier, sans exprimer de réserves, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les autres instruments juridiques internationaux et régionaux qui protègent les droits des femmes	Gouvernements Parlements
13. Créer un mécanisme national chargé de suivre la mise en oeuvre des conventions internationales et régionales relatives aux droits fondamentaux des femmes	Gouvernements CEA-CAF

**Thème IV : Les femmes africaines et l'ère de l'information : une occasion à saisir**

<b>Programmes</b>	<b>Partenaires potentiels et institutions concernées</b>
1. Identification du problème et orientation stratégique • Identifier les problèmes liés au genre qui influent sur la production, l'usage et l'acquisition des TIC	• Equipe spéciale de l'IUT sur les disparités et création d'une équipe spéciale africaine sur les disparités (Afrique du Sud) • APC • ABANTU
2. Connaissances et accès : • Diffuser l'information sur l'impact potentiel des TIC sur les femmes en Afrique aux groupes de femmes africaines, de façon à les amener à vouloir participer au processus d'élaboration de la politique en matière de TIC	• FOWODE • PANOS (Zambie) • ACP – Sangonet • ENDA • Amar (Association mondiale pour la radiodiffusion communautaire)
3. Donner aux femmes les moyens de participer au débat sur la politique en matière de TIC (les connaissances techniques nécessaires et la connaissance des besoins des femmes concernant les TIC)	• Secteur privé • Nations Unies
4. Développer la capacité et la crédibilité des députées femmes et des conseillères locales en facilitant leur accès aux connaissances et élaborer un système pour informer les femmes sur la scène politique sur ce qu'elles veulent	• Gouvernements • FOWODE • Equipe spéciale africaine sur les disparités
5. Centres d'information pour les femmes • Classer les utilisatrices et faire une évaluation des besoins pour établir les priorités selon les besoins des groupes cibles (milieux d'affaires, productrices rurales, parlementaires, prestataires de soins de santé, etc)	• CRDI (Acacia) • ACCT (Cliniques de droit) • Waicent (Réseau FAO) • Banque mondiale (Souk virtuel) • Associations africaines
6. Etablir un système de communication dans lequel les femmes sont consommatrices et aussi productrices d'information, faciliter la communication entre les groupes de femmes et d'autres groupes intéressés	• Association des femmes africaines dans la communication • UNESCO • ACP • CEA – CAF et intermédiaires • Institutions sur le genre en Afrique • Réseau de radios rurales

7. Mettre au point une technologie accessible aux femmes au point d'utilisation et établir un lien avec les moyens traditionnels de communication et les langues locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compagnies privées</li> <li>• Amarc (secteur africain)</li> <li>• Réseau de radios rurales</li> </ul>
8. Fournir une assistance technique aux Etats pour qu'ils puissent mieux répondre aux besoins des jeunes et des femmes et accéder aux ressources et marchés internationaux	

Action gouvernementale	Partenaires potentiels et institutions concernées
1. S'assurer qu'il y a un volet "femmes" dans les ateliers nationaux sur les TIC (au niveau national de l'information et de la communication) et organiser des ateliers liés à la politique portant sur les disparités	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Equipe spéciale de l'UIT sur les disparités + création d'une équipe spéciale africaine sur les disparités (Afrique sur Sud)</li> <li>• ACP</li> <li>• Abantu</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les compétences pour l'élaboration de la politique</li> <li>• Mettre en place une capacité technique</li> <li>• Préconiser le changement</li> <li>• Encourager et oeuvrer avec les gouvernements pour assurer l'émergence de politiques favorables dans l'optique de l'AISI et ouvrir le débat sur la politique en matière de TIC à toutes les parties intéressées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Equipe spéciale africaine sur les disparités</li> <li>• Gouvernement</li> </ul>
2. Assurer l'engagement et la durabilité à long terme en élaborant des instruments assurant la propriété	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CAF</li> </ul>

### ACTIONS IDENTIFIEES PAR LES MINISTRES

Les ministres se sont engagés à organiser des mécanismes de suivi des conclusions et recommandations de la Conférence, en collaboration avec tous les participants et à prendre toutes les mesures nécessaires pour conjuguer leurs efforts en vue de s'attaquer aux défis auxquels l'Afrique fait face. Les actions spécifiques qu'ils ont recommandées sont les suivantes :

1. Associer les directrices de programmes engagées dans des domaines autres que la promotion des femmes ou la protection sociale à tous les niveaux, afin qu'elles puissent participer à la définition des stratégies et actions qui les concernent.

2. Elaborer des programmes d'IEC en vue de sensibiliser les communautés locales aux questions de démocratie, de bonne gouvernance, de mondialisation et de disparités entre les sexes de façon à leur permettre de prendre des décisions judicieuses.

3. Les trois actions suivantes ont été regroupées :

- Organiser régulièrement des rencontres entre les différents secteurs du développement social (à savoir santé, éducation, promotion sociale, promotion des femmes etc.) afin de créer des synergies et des interaction ;
- Organiser des rencontres nationales à travers lesquelles populariser les conclusions de la Conférence et instituer des mécanismes de suivi au niveau des organisations communautaires dans chaque région, en tenant compte des spécificités du continent ;
- Intensifier le dialogue sur le développement social entre gouvernement, ONG et d'autres partenaires en vue d'assurer une meilleure coordination des programmes axés sur les communautés locales et les groupes sociaux désavantagés et appuyer les initiatives ayant pour objet de perfectionner les compétences.

4. Convertir la dette nationale en financement de projets en faveur des femmes et des jeunes.

5. Etablir des fonds de développement au niveau national en mobilisant des contributions volontaires et des ressources nationales auprès des secteurs public et privé et des communautés locales, afin que toutes les couches de la société en bénéficient.

6. Réinvestir les dividendes de la croissance économique dans des activités telles que la lutte contre la pauvreté, le développement des systèmes éducatifs avec un accent spécial sur l'éducation des filles ainsi que les programmes d'alphabétisation des femmes, la santé (y compris la santé en matière de procréation), et dans des projets de micro-crédit en faveur des femmes, des jeunes et des familles pauvres, en portant l'attention requise aux disparités et déséquilibres régionaux.

7. Institutionnaliser des quotas dans le cadre d'une approche d'action positive, l'objectif étant de faire participer les femmes davantage au processus de prise de décisions.

8. Organiser des réunions similaires, aussi régulièrement que possible en vue d'établir un dialogue permanent entre toutes les couches de la société, sur les questions ayant trait aux disparités entre les hommes et les femmes.

### Questionnaire

**Afin de pouvoir évoluer les mesures prises par les partenaires pour mettre en oeuvre les actions recommandées, le CAF demande aux participants de répondre aux questions suivantes :**

**Nom du pays :**

**Date :**

**Nom de l'organisation :**

1. Y a-t-il eu un rapport de votre délégation ou organisation nationale aux acteurs au niveau national ou autre ? **Oui** **Non**
2. Y a-t-il eu une déclaration de principe de votre pays ou organisation concernant les décisions de la Conférence. **Oui** **Non**  
Si oui, donnez les détails
3. Y a-t-il eu des réunions au niveau national ou sous-régional postérieurement à la Conférence du 40ème anniversaire, lors desquelles on a tenu compte des résultats de la Conférence ? **Oui** **Non**  
Si oui, expliquez svp.
4. Y a-t-il une recommandation de la Conférence actuellement mise en oeuvre ? **Oui** **Non**  
Si oui, indiquez à quel niveau, par qui et les contraintes
5. Y a-t-il eu de nouvelles structures créées sur la base des recommandations de la Conférence du 40ème anniversaire ? **Oui** **Non**  
Si oui, expliquez svp
6. Y a-t-il eu une discussion ou un examen par les média des questions soulevées à la Conférence ? **Oui** **Non**  
Si oui, donnez les détails
7. Quel aspect de la Conférence vous a le plus impressionné(e) et d'après vous quelles sont les conclusions les plus utiles ou les plus novatrices de la Conférence que le CAF devrait promouvoir pour avoir un impact ?

ANNEXE VIII

**MARCHE MONDIALE DES FEMMES EN L'AN 2000**

**LA MARCHE MONDIALE DES FEMMES**  
**NOUS DEVONS ETRE DES MILLIERS DES MILLIONS**  
**DANS LES RUES SUR LES SENTIERS DE NOS VILLES**  
**ET**  
**DE NOS VILLAGES EN L'AN 2000**

**Ce qu'est la Marche des Femmes en l'an 2000**

C'est un projet mondial qui vient rassembler, le maximum de femmes de chaque continent, de chaque pays et de chaque région de la planète terre autour d'un thème des revendications et des actions.

### D'où vient l'idée de cette marche

Elle vient de deux événements organisés par des Québécoises ; la première en mai 1995 c'était la marche contre la pauvreté dénommée « du pain et des roses » les femmes avaient marché pendant dix jours sur 200kms avec (9)neuf revendications à caractère économique, cela a été un véritable succès car les autorités québécoises avaient répondu favorablement à plusieurs de leurs revendications. Le deuxième événement date de juin 1996; la caravane des femmes qui a parcouru tout le Canada.

Il est important de souligner la participation de vingt femmes du Sud dont plusieurs de l'Afrique au premier événement, cela nous a rappelé qu'il est essentiel de mondialiser nos solidarités.

Le forum de Beijing en septembre 1995 a également confirmé cette nécessité afin de renforcer cette détermination qu'on les femmes pour lutter pour l'égalité, le développement et la paix.

C'est ainsi donc que l'idée d'une marche mondiale a été lancée, et cela dans un contexte social politique et économique particulièrement difficile pour l'Afrique en proie à des guerres interminables, à des génocides, à la montée des intégrismes.

Ici et là des femmes sont violées, tuées et réduites au silence, des familles des villages sont pillés et brûlés.

Pendant ce temps également nous subissons à différents endroits du monde les conséquences de la mondialisation de l'économie du marché, de la mise en œuvre des programmes d'ajustement.

Nous constatons chaque jour que Les femmes s'appauvrissent et qu'elles sont en même temps les plus grandes victimes de la pandémie galopante du Sida en Afrique.

Pendant ce temps nous réalisons que le pouvoir se déplace vers d'autres lieux et échappent totalement à nos gouvernements respectifs.

Il est important et surtout temps de diversifier de mondialiser nos actions.



## **Le thème de la Marche Du pain et des Roses**

C'est un thème qui est issu des luttes historiques des femmes progressistes des Etats Unis et constitue le thème rassembleur, un thème dans lequel peuvent se retrouver et se rejoindre des milliers de femmes à travers le monde. En effet :

Il s'agit de lutter pour le pain le mil le maïs le riz c'est à dire de quoi vivre et des roses c'est-à-dire des raisons de vivre.

Il s'agit de lutter en même temps pour la satisfaction des besoins de base et pour l'augmentation du bien-être de l'ensemble des habitants de la planète

Il s'agit de lutter pour la justice et la solidarité.

Chaque pays étant libre de choisir au plan national des mots plus pertinents plus évocateurs plus significatifs pour l'ensemble des femmes.

**NOUS LES FEMMES DU MONDE,**

**MARCHERONS CONTRE LA PAUVRETE QUI ACCABLE QUATRE MILLIARDS DE PERSONNES A TRAVERS LE MONDE, DONT UNE MAJORITE DE FEMMES.**

**NOUS MARCHERONS AUSSI CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES CAR IL S'AGIT D'UNE NEGATION FONDAMENTALE DES DROITS HUMAINS**

## **Les objectifs de la Marche**

1. Stimuler un vaste mouvement de solidarité des groupes de femmes de la base de façon à ce que la Marche constitue un geste d'affirmation des femmes du monde ;
2. Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes ;
3. Mettre en avant les revendications et les alternatives communes des femmes du monde autour des thèmes de la pauvreté et de la violence faites aux femmes
4. Amener les gouvernements, décideurs et les membres de la société civile à soutenir et à effectuer les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du monde ;
5. Marquer l'entrée dans le nouveau millénaire et montrer la détermination des femmes, d'hier et d'aujourd'hui à changer le monde

**NOUS LES FEMMES DU MONDE,  
MARCHERONS POUR UNE PLANETE SOLIDAIRE**

**LES VALEURS QUI GUIDENT LE PROJET**

1. Le leadership de l'organisation est entre les mains des femmes ;
2. Toutes les régions du monde partagent le leadership de l'action ;
3. Les groupes participants doivent adhérer aux objectifs et au plan d'action global de la marche mais demeurent autonomes en ce qui a trait à l'organisation des actions dans leurs pays ;
4. Nous reconnaissons, respectons et valorisons la diversité du mouvement des femmes ;
5. La marche mondiale est une action pacifiste.

**Les ACTIONS****Une action nationale :**

Les femmes de chaque pays participant à travers la structure de concertation et de coordination nationale organiseront une action de leur choix afin de porter des revendications spécifiques, reflétant les luttes et les préoccupations du mouvement des femmes du pays mais en ayant le souci de faire le pont avec le thème de la pauvreté et de la violence faite aux femmes.

Entre le 8 mars 2000 et le 17 octobre 2000 au niveau de chaque pays participant le projet recommande l'organisation des actions nationales de la façon suivante :

\*Que les actions nationales prennent si possible la forme d'une marche relais. Les contingents de marcheuses pourront transmettre un objet significatif ou une bannière collective et évolutive aux marcheuses rejointes à l'étapes suivante.

Que les marches à relais nationales finissent par un rassemblement national pour accueillir les marcheuses et présenter leurs revendications aux décideurs concernés.

Que dans chaque pays soit organisé une campagne de collecte et de compilation de carte d'appui à cocher ou à signer, ce geste principal traduira l'appui massif des femmes

(y compris de celles qui ne peuvent pas directement participer aux actions de la marche d'appuyer la marche en exprimant leur voix) aux revendications mondiales de la marche. Les hommes pourront participer à cette campagne en signant des cartes dans des cadres créer pour eux afin de faire la différence et pouvoir les compiler séparément.

### **LES ACTIONS MONDIALES**

#### **Le RASSEMBLEMENT du 17 OCTOBRE 2000**

Trois scénarios possibles ont été retenus pour les rassemblements :

1 Les marches nationales qui ayant lieu dans les différents pays à travers le monde pourraient toutes se terminer le 17 octobre par des rassemblements nationaux. Ces rassemblements, se déroulant simultanément clôtureraient ainsi les actions de la Marche Mondiale tout en unissant symboliquement les marcheuses et les populations des pays à travers le monde.

2 les marches nationales pourraient se terminer quelques jours avant le 17 octobre . Des femmes des différents pays se rendraient par la suite à des rassemblements réunissant les femmes de plusieurs pays devant les bureaux des Nations dans chaque grande région du monde. Ces rassemblements régionaux se dérouleraient simultanément. Chaque rassemblement régional pourrait accueillir des marcheuses provenant d'autres régions du monde.

3 Un seul grand rassemblement mondial pourraient être organisé pour clôturer la Marche, le 17 octobre 2000 à New York devant l'ONU. Des marcheuses des pays participants pourraient se rendre à ce rassemblement pour représenter celles qui ne peuvent se déplacer.

**Une action mondiale :** Une campagne de signatures de cartes d'appui s'échelonnait dans le monde du 8 mars 2000 au 17 octobre 2000 journée mondiale de la lutte contre la pauvreté dans tous les pays participants à la marche

## LES REVENDICATIONS

La marche mondiale des femmes en l'an 2000 portera des revendications touchant la double problématique de la pauvreté et la violence faite aux femmes

Ces revendications interpellent les différents systèmes ou pouvoirs générant l'inégalité entre les femmes et les hommes et exerçant un contrôle sur la vie des femmes.

**NOUS LES FEMMES DU MONDE, MARCHERONS**

**CONTRE LA PAUVRETE ET POUR LE PARTAGE DE LA RICHESSE**

**CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES ET**

**POUR LE RESPECT DE LEUR INTEGRITE PHYSIQUE ET MENTALE**

## ADHESION AU PROJET

La Marche mondiale des femmes en l'an 2000 n'est pas une association ou un organisme il s'agit d'un projet d'actions concrètes auquel on participe en remplissant un coupon d'adhésion. Il est important de noter que pour le moment seules les adhésions des groupes sont acceptées. Il n'est pas possible pour une femme d'adhérer à la marche à titre individuel

Adhérer au projet de la Marche mondiale de l'an 2000 signifie :

1. S'engager dans le projet et en devenir partie prenante ;
2. Encourager d'autres groupes de son pays à y participer et à y travailler ;
3. Vouloir participer à l'organisation des actions qui se dessinent sur les plans national et mondial ;
4. Désirer participer à la campagne d'éducation populaire dans sa partie du monde ;
5. Faire circuler l'information concernant la Marche parmi les membres de son groupe, les inviter et les mobiliser dans l'action.

### **Qui peut adhérer à la marche ?**

- 1 Les organismes non-gouvernementaux de femmes ;
- 2 Les comités de femmes à l'intérieur des groupes mixtes (composés d'hommes et de femmes) ;
- 3 Les organismes mixtes qui n'ont pas de comité de condition féminine mais à l'intérieur des quels les femmes assument le leadership du projet de la marche.

**CE PROJET NOUS STIMULE, NOUS MOBILISE, BRISE NOTRE  
ISOLEMENT ET NOUS RASSEMBLE DANS UNE DEMARCHE  
DEMOCRATIQUE ET SOLIDAIRE**

## Les stratégies

Afin de pouvoir participer pleinement à ces événements il est important de mettre en place dans chaque pays une structure de concertation et de coordination nationale où se retrouveront tous les groupes du pays inscrits à la marche. Cette structure mise en place deviendra le lieu privilégié de réflexion de concertation et de prise de décision pour la marche.

Pour que la Marche soit un succès elle doit être une action collective qui permet effectivement de rassembler toutes les composantes du mouvement des femmes d'un même pays.

Pour cela un effort collectif de maturité politique, et d'ouverture et de respect de l'autre est souhaitable à tous les niveaux.

La mobilisation pour la marche peut créer un cadre et être une occasion pour faire une évaluation de la plate forme des recommandations de Dakar et Beijing et favoriser le repositionnement du plan d'action national ;

La marche peut aider à définir à créer des nouveaux espaces de dialogue entre les différents acteurs dans le pays.

### DEUX EXPRIENCES EN COURS

Celles du **Burkina et du Togo** dans le cadre de la préparation de la marche, ces deux pays qui sont voisins en Afrique de l'Ouest ont souhaité échanger partager leurs expériences et cela dans le souci aussi d'amorcer une cohésion une solidarité sous régionale et puis africaine.

**Au Burkina** un comité de coordination provisoire puis définitif a été mis en place suite à une rencontre nationale avec les déléguées venues de toutes les provinces du pays.

Avant la mise en place du comité un noyau d'ONG nationales et internationales avait pris l'initiative de produire des documents de travail, et d'organiser cette première rencontre nationale qui a permis de retenir de choisir des thèmes prioritaires pour cette marche.

A cette rencontre les femmes ont décidé de faire de cette marche un cadre privilégié de réflexion et d'action pour faire l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre des

recommandations de Beijing et de mieux orienter la lutte pour la promotion de la femme.

**Au Togo** en ce moment il y'a un comité provisoire qui a pour mandat de préparer la rencontre nationale, et mettre en place un comité de coordination national.

Les groupes qui ont adhéré à la marche, plus d'une vingtaine travaillent dans trois commissions :

1 Une commission sur les violences faites aux femmes ;

2 une commission sur la pauvreté ;

3 Et une commission dénommée mobilisation qui est une commission « cheville ouvrière » et qui est chargée de faire un travail de recherche documentaire sur le plan juridique afin de pouvoir informer les femmes sur le contenu et la nature des traités et des conventions que le pays a déjà ratifié.

Cette commission est chargée

- de vérifier la conformité des textes nationaux avec les textes ratifiés ;
- de constater le degré d'effectivité et enfin
- de choisir et de proposer un ou deux documents qu'on considèreraient comme des outils de référence à vulgariser

Au Togo nous avons une revendication qui fait le consensus : que toutes les femmes puissent accéder à la carte d'identité nationale pour cela nous demandons un allègement de la procédure d'obtention mais aussi une réduction des coûts.

Cette revendication est l'exemple type d'une revendication forte qui fait l'unanimité et dépasse nos frontières. Une coalition d'ONG travaille depuis plusieurs années sur ce dossier afin que les femmes puissent obtenir des cartes d'identité afin de pouvoir voyager et se déplacer librement d'un pays à l'autre, qu'elles puissent accéder aux institutions de crédit qu'elles deviennent réellement citoyenne ressortissante d'un pays.

## RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

Dans le cadre de l'organisation de la marche, l'Afrique est divisée pour l'instant en trois zone, et chaque zone est représentée au comité international par des personnes chargées de faire le suivi et la coordination au niveau de leur zone. Il s'agit de l'ouest du centrale et de l'Afrique australe.

Assurer la coordination et l'harmonisation des actions est une nécessité au niveau de chaque région et cela devra se faire.



Le projet recommande que les groupes qui ont adhéré ou qui vont adhérer à la marche mettent en place de préférence une structure de coordination et de concertation. Cette structure fera le pont avec la zone et le siège au Canada.

On pourrait également suggérer :

Que les coordinations nationales s'appuient également sur le rapport de la conférence du quarantième anniversaire de la CEA. Ce rapport présente les quatre grands thèmes développés au cours de plusieurs rencontres et chacun de ces thèmes est subdivisé en sous thèmes qui proposent des pistes d'action et souvent même des actions pertinentes dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et les violences faites aux femmes. Il s'agit donc de construire sur des acquis.

Que le Centre Africain de la femme continue à offrir à créer des espaces de discussion et de concertation pour l'organisation de la marche lors de ces prochaines rencontres

Qu'il participe à la sensibilisation des gouvernements afin de les préparer à l'accueil aux revendications au niveau des pays

**NOUS DEVONS ETRE DES MILLIERS DES MILLIONS  
DANS LES RUES ET SUR LES SENTIERS DE NOS VILLES  
ET DE NOS VILLAGES EN L'AN 2000.**

**ANNEXE IX**

**ACW BIENNIAL ACHIEVEMENTS FROM 1994 - 1999**

### ACW BIENNIAL ACHIEVEMENTS FROM 1994 - 1999

ACHIEVEMENT	1994-1995	1996-1997	1998-1999
MEETINGS ORGANIZED	<p>-Subregional Workshops for the preparation of national reports for the Fifth African Regional Conference for:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- East and Southern Africa</li> <li>- West Africa</li> <li>- North Africa</li> <li>- Central Africa</li> </ul> <p>-Ad hoc Expert meeting to discuss the Draft Platform for Action</p> <p>-Fifth African Regional Conference on Women, (Dakar, Nov. 1994)</p> <p>-The Regional Forum of Women Leaders in preparation for the Fourth World Conference on Women, July 1995</p> <p>-Ad hoc Expert Group Meeting to consider modalities for setting up an African Bank for Women</p>	<p>-Leadership Forum on Women, Peace and Development (TOR for AWCPCD)</p> <p>-Expert Group Meeting on Gender Networking</p> <p>-Subregional follow-up meeting to Dakar and Beijing for West Africa</p> <p>-Ad hoc Expert Group Meeting/Women Leadership Forum on Peace, 1996</p>	<p>-Three Subregional follow-up meetings to Dakar and Beijing for:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Central Africa (June 1998)</li> <li>- North Africa (Oct. 1998)</li> <li>- Eastern and Southern Africa (February 1999)</li> </ul>

ACHIEVEMENT	1994-1995	1996-1997	1998-1999
PUBLICATIONS	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Guidelines for the Implementation of the African Platform for Action</li> <li>-African Platform for Action</li> <li>-Gender in Africa: The issues and Facts</li> <li>-African Women and Leadership</li> <li>-Femmeline</li> <li>-International legal instruments relevant to women (1995)</li> <li>-A roll call of Africa's Distinguished Daughters</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Study on the Economic Empowerment of Women and their role in the Socio-economic Development of Africa</li> <li>-Directory of African Women Experts</li> <li>-African Women Report: Economic Empowerment of Women</li> <li>-Traditional Practices Harmful to Girl Child</li> <li>-Women and Peace: Perspectives from Africa, 1996</li> <li>-Enhancing the role of African Women Entrepreneurs in Regional Economic Cooperation and Integration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-53 National Brochures on Status of Women</li> <li>-African Women Report: Post-conflict reconstruction a gender perspective (under process)</li> <li>-Guidelines for mainstreaming Gender in ECA Conferences, and Seminars (under process)</li> <li>-Status of Ratification of CEDAW in African countries</li> <li>-Compendium of Good Practices</li> </ul>
TRAINING	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Management training of Business Women</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Leadership Training Seminar, 1996</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Women Leadership training Workshop in collaboration with Akina Mama wa Africa</li> <li>-Three Gender Training Workshops for ECA Senior Staff</li> <li>-Study Tour for African Women entrepreneurs and African Institutions to India and Sri Lanka</li> </ul>
SURVEYS		<ul style="list-style-type: none"> <li>-6 Surveys on Women Human Rights in the Family</li> <li>-Surveys on Women access to Land</li> </ul>	

ACHIEVEMENT	1994-1995	1996-1997	1998-1999
		<ul style="list-style-type: none"> <li>-Survey on National Machineries in charge of women issues (government and NGO)</li> </ul>	
POLICY INFLUENCE	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Drafting of the African Platform for Action: A common position on the advancement of women</li> <li>-ARCC meeting (1994, 1995)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-CWD Meeting (ex-ARCC) April 1996, 1997)</li> <li>-CWD's Bureau Meeting (Dakar, 1997)</li> <li>-Reorganization of CWD</li> <li>-Formulation of the Accra Declaration on Women entrepreneurship in the new economic order at the First Global Women Entrepreneurs Trade Fair and Investment Forum</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Creation of African Women Committee on Peace and Development in collaboration with OAU</li> <li>-Support to AFWE on the preparation of the Second Global Trade Fair and Investment Forum</li> </ul>
ADVISORY SERVICES	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Kenya, Côte d'Ivoire, Nigeria, Malawi, Zimbabwe, Commonwealth Secretariat, COMESA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Rwanda</li> <li>-Malawi, South Africa, Niger, Guinea, Uganda, Mali, Zambia, Senegal</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-South Africa, Mauritius, Malawi, IDEP, African Futures (NLTPS), Uganda, Morocco, ICRISAT (India)</li> <li>-Niger, Guinea, Benin, République Centrafricaine, Maroc, Seychelles</li> </ul>
SPECIAL EVENTS			<ul style="list-style-type: none"> <li>-International Conference on African Women and Economic Development: <i>Investing in our Future</i></li> </ul>

ANNEXE X

REPARTITION DES TACHES

ITEMS	RAPPORTEURS AU PLENIERE	FACILITATEURS DES GROUPES	RAPPORTEURS DES GROUPES
1. Cérémonie d'ouverture	1. Mr. Ebenezer First-Quoa (Secrétariat) Mr. Nasser Mostafai (Secrétariat)		
2. Présentation de l'ordre du jour et du programme de travail	2. Mrs. Hannah Tiagha (Secrétariat) Mrs. Souad Abdennebi (Secrétariat)		
3. Le climat politique en Afrique de l'Est et en Afrique australe au lendemain de la Conférence de Beijing: exposés de pays (par les chefs de délégation)	3. Mrs. Françoise Wege (Secretariat) = Angola, Burundi, Comores, Congo Mr. Pat Mathiot (Secretariat) = Djibouti, Madagascar, Rwanda  Mrs. Hilda Tadia (Secretariat) = Botswana, Eritrée, Ethiopie, Zimbabwe Mrs. Pegg Vidot (Secretariat) = Kenya, Lesotho, Malawi, Somalie Mr. Peter Pierre-Louis (Secretariat) = Maurice, Mozambique, Namibie Mrs. Ratang Dijeng (Botswana) = Seychelles, Afrique du Sud, Swaziland Mrs. Wanjiru Kimonye (Kenya) = Tanzanie, Ouganda, Zambie 4. Mme Ndayishimiye (Burundi) Mrs. Diane Opal (UNIFEM)		
5. Relations entre des Plans d'action nationaux et des plans de développement national	5. Ms. Gladys Munkwa, Consultante Ms. Opportune de Santos	Mrs. Hilda Tadia (Secrétariat) Mrs. Athalia Molokomme, SADC Mme Joséphine Ouédraogo (Secrétariat) Ms. Valencia Mogegeh, Botswana	4 Rapporteurs élus par les groupes
6. Présentation d'instrument de surveillance de la mise en oeuvre des Plans d'actions nationaux	6. Ms. Maude Mugisha (EASSI) Ms. Sarah Longwe (FEMNET)	Mrs. Hilda Tadia (Secrétariat) Mme Souad Abdennebi (Secrétariat) Mrs. Hannah Tiagha (Secrétariat) Mme Joséphine Ouédraogo (Secrétariat)	4 Rapporteurs élus par les groupes
7. Principes directeurs pour l'établissement des apports de pays sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la Plateforme d'action de Dakar et du programme d'action de Beijing	7. Mme Randriamanponona Lalao (Madagascar) Seychelles (English)		

ITEMS	RAPPORTEURS AU PLENIERE	FACILITATEURS DES GROUPES	RAPPORTEURS DES GROUPES
3. Suivi de la Conférence internationale sur la femme africaine et le développement économique; investir dans l'avenir.	8 & 9. Ms. Susan M. Jere (Zambia) Ms. Raymonde Onezime (Secrétariat)		
2. Exposé sur l'état d'avancement des préparatifs de la sixième Conférence régionale sur les femmes (examen à mi-parcours, 1999)			
10. Réunion-débat sur les stratégies visant à accélérer l'accès des femmes à la terre	10. Mrs. Mary Nyandovi Kerr (Malawi) Mr. Pat Mathiot		
1. Exposé sur le SIDA et le renforcement du pouvoir économique des femmes	11. Ms. Joyce Mends-Cole (UNDP) Mme Assetou Koite (PAWO)	Mr. Robert Okello (Secrétariat) Dr. Maxine Ankrah (UNAIDS) Dr. E. Komegay (South Africa) Mrs. Françoise Wege ((Secrétariat))	Rapporteurs élus par les groupes
2. Marché nationale des femmes: communication et mobilisation	12. Ms. Rose-Mary Elizabeth (Secrétariat) Mr. Caabi E. Mohamed (IOC)		

DES GROUPELS  
FILIOLELUM

DES GROUPELS  
FILIOLELUM



## COORDONATION DE LA REDACTION DU RAPPORT

POINTS A L'ORDRE DU JOUR	COORDONATEURS	SYNTHESE
1. Cérémonie d'ouverture	Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru	Mme Hannah Tiagha Mme Hilda Tadia Mme Françoise Wege Mme N. Monthy Mme Ivy Sally Margaret Orr
2. Présentation de l'ordre du jour et du programme de travail	Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru	
3. Le climat politique en Afrique de l'Est et en Afrique australe au lendemain de la Conférence de Beijing : exposés de pays (par les chefs de délégation)	Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru Mme Souad Abdennebi & Mme Hélène Maiche	
4. Présentation des rapports analytiques sur la mise en oeuvre des Plans d'action nationaux dans les pays des deux sous-régions	Mme Souad Abdennebi & Mme Hélène Maiche	
5. Relations entre les Plans d'action nationaux et les plans de développement national	Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru	
6. Présentation d'un instrument de surveillance de la mise en oeuvre des Plans d'action nationaux	Mme Souad Abdennebi & Mme Hélène Maiche	
7. Principes directeurs pour l'établissement des rapports de pays sur l'état d'avancement de la mise en oeuvre de la Plateforme d'action de Dakar et du Programme d'action de Beijing	Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru	
8. Suivi de la Conférence internationale sur la femme africaine et le développement économique: investir dans l'avenir	Mme Souad Abdennebi & Mme Hélène Maiche	
9. Exposé sur l'état d'avancement des préparatifs de la Sixième Conférence Régionale sur les femmes (examen à mi-parcours, 1999)	Mme Souad Abdennebi & Mme Hélène Maiche	
10. Réunion-débat sur les stratégies visant à accélérer l'accès des femmes à la terre	Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru	
11. Exposé sur le SIDA et le renforcement du pouvoir économique des femmes	Mme Souad Abdennebi & Mme Hélène Maiche	
12. Marche mondiale des femmes: communication et mobilisation	Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru	
13.	-	
14. Rédaction du rapport de synthèse	Mme Souad Abdennebi & Mme Hélène Maiche Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru	
15. Adoption du rapport de synthèse et cérémonie de clôture	Mme Souad Abdennebi & Mme Hélène Maiche Mme Mebo Mwaniki & Mme Janick Bru	

**ANNEX XI**

**LIST OF PARTICIPANTS**

**LIST OF PARTICIPANTS****GOVERNMENT REPRESENTATIVES****ANGOLA**

Maria Mpava Medina (Mme)  
 Directeur Nationale pour les droits de la Femme  
 Ministère de la Famille et promotion de la femme  
 Luanda/Rua H.No. 7  
 Luanda (Angola)  
 Tel: (244-2) 33 03 66/S-35 35 33 14/R  
 Fax: (244-2) 33 00 28 / 338 740

**BOTSWANA**

Valencia Mogegeh (Ms.)  
 Director  
 Women's Affairs Department  
 Ministry of Labour and Home Affairs  
 Private Bag 00107  
 Gaborone, Botswana  
 Tel: (267) 31 22 90  
 Fax: (267) 31 19 44 / 31 35 84

**BURUNDI**

Gaudence Rwamaheke (Mme)  
 Directeur Générale au Ministère de l'Action Sociale  
 Et de la Promotion de la Femme  
 B.P. 2690  
 Bujumbura (Burundi)  
 Tel: (257) 22 42 47 / Fax: (257) 21 61 02

Marie Goretti Twagirayezu (Mme)  
 Directeur du Department de la Promotion de la Femme  
 B.P. 2690  
 Bujumbura (Burundi)  
 Tel: (257) 22 89 82 / Fax: (257) 21 61 02

Perpétue Miganda (Mme)  
 Cadre d'Appui au Ministère  
 Charge du Processus de Paix  
 Bujumbura (Burundi)  
 Tel: (257) 21 94 56/21 32 77 / Fax: (257) 21 94 58

**COMOROS**

Moinaécha Cheikh Yahaya (Mme)  
 Directrice générale chargée de la Promotion et de la protection sociale  
 Ministère de la Santé publique et de la population  
 B.P. 144  
 Moroni (Comores)  
 Tel: (269) 74 41 00 / Fax: (269) 74 41 11

## **DJIBOUTI**

Hawa Ahmed Youssouf (Mme)  
Directrice de la Promotion de la femme et  
De la famille  
Direction pour la Promotion de la femme et de la famille  
B.P. 6  
Djibouti  
Tel: (253) 35 01 75  
Fax: (253) 35 82 35 / 350 174

## **ETHIOPIA**

Tadelech Haile Mikael (Ms.)  
Minister in Charge of Women's Affairs in the  
Office of the Prime Minister  
P.O.Box 1031  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 55 20 44/11 81 77  
Fax: (251-1) 55 20 30

Mitikie George (Ms.)  
Technical Expert  
Ministry of Labour and Social Affairs  
P.O.Box 2056  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 15 32 97 / Fax: (251-1) 51 53 16

## **KENYA**

Margaret Wambui Githinji (Ms.)  
Permanent Secretary  
Ministry of Home Affairs, National  
Heritage Culture and Social Services  
P.O.Box 25218  
Nairobi, Kenya  
Tel: (254-2) 22 98 66 / Fax: (254-2) 33 71 73

Kezzy Muniu (Ms.)  
Under Secretary  
Ministry of Home Affairs  
National Heritage, Culture and Social Services  
P.O.Box 53189  
Nairobi, Kenya  
Tel: (254-2) 22 84 11 / Fax: (254-2) 21 88 11

## **LESOTHO**

Mamoshebi Kabi (Hon. Mrs.)  
Minister for Environment, Gender & Youth Affairs  
Ministry of Environment, Gender & Youth Affairs  
P.O. Box 10993  
Maseru, Lesotho  
Tel: (266) 311 767 / Fax: (266) 310 506

Makhiba Tjela (Ms.)  
Ministry of Environment  
Gender and Youth Affairs  
National Environment Secretariat  
P.O.Box 10993  
Maseru, Lesotho  
Tel: (266) 31 17 67 / Fax: (266) 31 05 06

## MADAGASCAR

Noeline Jaotody (S.E. Madame)  
Ministre de la Population et de la condition,  
Féminine et de l'enfance  
Antananarivo, Madagascar  
Tel: (261-2) 22 245 79  
Fax: (261-2) 22 245 79 / 22 659 72

Rakoto Joseph Noromalala Lydia Clairette (Mme)  
Directeur de la Condition féminine  
Ministère de la Population, de la condition féminine  
Et de l'enfance  
B.P. 723  
Antananarivo, Madagascar  
Tel: (261-2) 22 245 79  
Fax: (261-2) 22 245 79 / 22 659 72

## MALAWI

Lilian Patel (Hon. Ms.)  
Minister for Women, Youth and  
Community Services  
Ministry of Women, Youth and Community Services  
Private Bag 330  
Lilongwe 3, Malawi  
Tel: (265) 780 411 / Fax: (265) 780 826

Bessie Kumangirana (Ms.)  
Principal Secretary  
Ministry of Women, Youth and community Services  
Private Bag 330  
Lilongwe, Malawi  
Tel: (265) 78 04 11  
Fax: (265) 780826

## MAURITIUS

Esther Hanoomanjer (Mrs.)  
Head of the Gender Bureau  
Ministry of Women, Family Welfare  
and Child Development  
2<sup>nd</sup> Floor CSK Building  
Port Louis, Mauritius  
Tel: (230) 240 1359  
Fax: (230) 216 2061

Roobah Devimala S. Chetty (Mrs.)  
Director  
National Women's Council  
c/o Ministry of Women, Family  
Welfare and Child Development  
Malvilla Pereybere  
Port Louis, Mauritius  
Tel: (230) 26 38 939/26 36 090  
Fax: (230) 26 38 806/26 34 176

## MOZAMBIQUE

Virgilio Elias Salomao ( H.E. Mr.)  
Minister  
Ministry of Social Action  
Rue de Tchamba, 86  
P.O.Box 516  
Maputo, Mozambique  
Tel: (258-1) 490 921/32/497 903 /  
c/o Mozambique Embassy, Fax/Tel: (251-1) 71 25 88,  
Fax: (258-1) 492 757/491 729/515 898

## NAMIBIA

Sirkka Ausiku (Ms.)  
Under-Secretary  
Office of the President  
Department of Women Affairs  
Private Bag 13339  
Windhoek, Namibia  
Tel: (264-61) 270 7285  
Fax: (264-61) 223 545 / 221 760

Aino Ndahafa Nghifindaka (Dr.)  
Department of Women Affairs  
Office of the President  
Department of Women Affairs  
Private Bag 13339  
Windhoek, Namibia  
Tel: (264-61) 27 07 286 / Fax: (264-61) 22 35 45

## RWANDA

Vénantie Mukarugonwa (Mme)  
Directrice chargée du Genre et de la famille  
Ministère de la Famille de la promotion  
féminine et des affaires sociales  
Kigali, Rwanda  
Tel: (250) 77 62 6 / Fax: (250) 77 543

Fatuma Ntangiza (Melle)  
Chargée du secrétariat Permanent des structures organisationnelles des femmes  
Ministère de la Famille de la promotion féminine et des affaires sociales  
Kigali, Rwanda  
Tel: (250) 77 626  
Fax: (250) 77 543

## SEYCHELLES

James A. Michel (Mr.)  
Vice President  
Victoria, Seychelles

William E. Herminie (Mr.)  
Minister  
Ministry of Social Affaires and  
Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21 / Fax: (248) 32 18 80 / 24 17 25

Selvie Cetuoupe (Ms.)  
Research Officer  
Ministry of Social Affaires and  
Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 190  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21 / Fax: (248) 32 18 80

Katesine Julie (Ms.)  
Administrative Assistant  
P.O.Box 190  
Ministry of Social Affaires and  
Manpower Development (MSAMD)  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21 / Fax: (248) 32 18 80

Ronald Cafrine (Mr.)  
Senior Economist  
Ministry of Social Affaires and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 190  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21 / Fax: (248) 32 18 80

Marja Macgaw (Ms.)  
Principal Secretary  
Ministry of Social Affaires and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 190  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21 / Fax: (248) 32 18 80

Ivy Orr (Ms.)  
Ministry of Social Affaires and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 190  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21  
Fax: (248) 32 18 80

Nidza Monthy (Ms.)  
Ministry of Social Affaires and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67  
Fax: (248) 24 17 25

Diana Robert (Ms.)  
Research Officer  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 190  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21 / Fax: (248) 32 18 80

Janick Bru (Mr.)  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
SIM  
P.O.Box 678  
Majqie, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67 / Fax: (248) 24 17 25

Linda William (Ms.)  
Director Family Centre  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 190  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21 / Fax: (248) 32 18 80

Psint Abdou Sidi Thanai (Professor)  
C/o Ms. Nidza Monthly  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67 / Fax: (248) 24 17 25

Belinda Micock (Ms.)  
Ministry of Land Use and Habitat  
C/o Ms. Nidza Monthly  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67 / Fax: (248) 24 17 25

Andy Jean-Louis (Mr.)  
Senior Research Officer  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 190  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 23 21 / Fax: (248) 32 18 80

Lala Accouche (Ms.)  
Ministry of Foreign Affairs  
C/o Ms. Nidza Monthly  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67 / Fax: (248) 24 17 25

Raymonde Onezime (Ms.)  
SPPF Women's League  
C/o Ms. Nidza Monthly  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Secycheles  
Tel: (248) 24 10 67 / Fax: (248) 24 17 25



Roger Toussaint (Mr.)  
DBS Bank  
C/o Ms. Nidza Monthy  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67 / Fax: (248) 24 17 25

Kathy Mason (Ms.)  
Tourism/Real Estate  
C/o Ms. Nidza Monthy  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67 / Fax: (248) 24 17 25

Marion Gendron (Ms.)  
National Gender Committee  
C/o Ms. Nidza Monthy  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67 / Fax: (248) 24 17 25

Michel Hoareau (Mr.)  
Driver, La Retraite  
Tel: (248) 55 11 04  
C/o Ms. Nidza Monthy  
Ministry of Social Affairs and Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67  
Fax: (248) 24 17 25

Sandra Crewe (Ms.)  
Director Human Resources and Administration  
Directorate of Civil Aviation  
Ministry of Tourism and Civil Aviation  
P.O.Box 181  
Mahé, Seychelles  
Tel: (248) 38 40 16  
Fax: (248) 38 40 30

Prisca Saffrance (Ms.)  
Directorate of Civil Aviation  
Ministry of Tourism and Civil Aviation  
P.O.Box 181  
Mahé, Seychelles  
Tel: (248) 38 40 16  
Fax: (248) 38 40 30

Mahrookh Pardiwalla (Mr.)  
Ministry of Education  
Mont Fleuri, Seychelles  
Tel: (248) 32 13 33  
Fax: (248) 32 21 13

Patrick Mathiot (Mr.)  
Training Officer  
Seychelle Broadcasting Corporation  
P.O.Box 321  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 22 41 61 / Fax: (248) 22 41 61

Antonio Gopal (Mr.)  
Managing Director  
Seychelles Housing Development Corporation  
Kingsgate House  
P.O.Box 286  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 22 50 55 / Fax: (248) 22 50 55

Jeannette Maria D'Offay (Ms.)  
Officer Permanent de Liaison pour la  
Commission de l'Océan Indien  
Ministère des Affaires Etrangères  
Maison Queau de Quinssy  
Mont Fleuri, Seychelles  
Tel: (248) 22 48 45 / Fax: (248) 22 48 45

Peggy Vidot (Ms.)  
Director of Planning  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 38 80 00 / Fax: (248) 38 80 00

Peter Pierre-Louis (Mr.)  
Director National Arts  
Council of Seychelles  
Ministry of Education  
Mont Fleuri, Seychelles  
Tel: (248) 32 13 33 Ext. 8180  
Fax: (248) 32 21 13

Elizabeth Rose-Mary (Ms.)  
P.O.Box 885  
3<sup>rd</sup> Floor  
Victoria House  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 32 32 11 / Fax: (248) 32 49 63

Helen Maiche (Ms.)  
Lungos Office  
Lungos, Seychelles  
Tel: (248) 22 53 76 / Fax: (248) 22 53 79

## **SOUTH AFRICA**

Ellen Kornegay (Dr.)  
Director  
Office on the Status of Women  
Private Bag X955  
Pretoria, 0001, South Africa  
Tel: (012) 337 5220/323 2502 / Fax: (012) 326 4176

## SWAZILAND

His Royal Highness  
Prince Sobandala Dlamini  
Minister for Home Affairs  
Ministry of Home Affairs  
P.O.Box 432  
Mbabane, Swaziland  
Tel: (268) 42 941 / Fax: (268) 36 949

## TANZANIA

Mary Nagu (Ms.)  
Minister for Community Development,  
Women Affairs and Children  
Ministry of Community Development  
Women Affairs and Children  
P.O.Box 3448  
Dar-es-Salaam, Tanzania  
Tel: (255-51) 134 842/115 074  
Fax: (255-51) 132 647

Mola Sobayi (Mr.)  
Community Development Officer  
Ministry of Community Development  
Women Affairs and Children  
P.O.Box 3448  
Dar-es-Salaam, Tanzania  
Tel: (255-51) 134 842/115 071  
Fax: (255-51) 132 647

## UGANDA

Beatrice Wabudeya (Hon. Dr.)  
Minister of State, Gender and Cultural Affairs  
Ministry of Gender, Labour and Social Development  
P.O.Box 7136  
Kampala, Uganda  
Tel: (256) 41-341 034 / Fax: (256) 41-256 374

Edna Baryaraha (Ms.)  
Director Gender  
Ministry of Gender, Labour and Social Development  
P.O.Box 7136  
Kampala, Uganda  
Tel: (256-41) 25 146 / Fax: (256-41) 25 7869

## ZAMBIA

Joe Kapembwa (Mr.)  
Gender Analyst  
Cabinet Office  
Gender in Development Division  
P.O.Box 30208  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 25 18 58 / Fax: (260-1) 25 13 88

Edwidge K.M. Mutale (Mr.)  
Chief Gender Analyst  
Cabinet Office - GIDD  
P.O.Box 30208  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 25 42 49/25 18 58 / 25 13 88  
Fax: (260-1) 25 34 93

## **ZIMBABWE**

T.V. Lesabe (Hon. Ms.)  
Minister  
Ministry of National Affairs, Employment,  
Creation and Cooperatives  
Private Bag 7762  
Causeway  
Harare, Zimbabwe  
Tel: (263-4) 74 83 38 / 78 22 33  
Fax: (263-4) 72 86 95/77 41 94 / 782233

Grace Tabitha Chiura (Mr.)  
Deputy Secretary  
Ministry of National Affairs, Employment,  
Creation and Cooperatives  
Harare, Zimbabwe  
Tel/Fax: (263-4) 77 41 94

## **PARLIAMENTARIANS**

### **COMORES**

Abdallah Alhatar (M.)  
Député  
Assemblée Fédérale  
B.P. 144  
Moroni (Comores)  
Tel: (269) 74 41 00 / Fax: (269) 74 41 11 / 74 40 00

### **DJIBOUTI**

Youssef Dideh Doualeh (Mr.)  
Député à l'Assemblée Nationale  
L'Assemblée Nationale de Djibouti  
Republique de Djibouti  
Tel: (253) 35 20 37 / Fax: (253) 35 43 76 / 35 55 03

### **KENYA**

Kittony Zipporah (Mr.)  
Member of Parliament  
and National Chairperson  
Maendeleo Ya Wanawaue Organization  
P.O.Box 44412  
Nairobi, Kenya  
Tel: (254-2) 22 66 34 / Fax: (254-2) 22 53 90

## **MALAWI**

Alice Sumani (Hon. Ms.)  
Member of Parliament  
National Assembly  
Parliament Building  
P.O.Box 80  
Zomba, Malawi  
Tel: (265) 522 488/522 455 / Fax: (265) 523 290/825 617

Catherine Chipembere (Ms.)  
Member of Parliament  
National Assembly  
Parliament Building  
Zomba, Malawi  
Tel: (265) 522 488/522 455 / Fax: (265) 523 290/825 617

## **MAURITIUS**

Anne-Marie Danielle Perrier (Hon. Ms.)  
Member of Parliament  
Allee des Badamiers - Carlos  
Rivière Noire  
Mauritius  
Tel: (230) 683 6866 / Fax: (230) 683 5775

## **NAMIBIA**

Ellen Limbo Musialela (Ms.)  
Member of Parliament  
National Assembly  
P.O.Box 23898  
Windhoek, Namibia  
Tel: (264-61) 288 2578  
Fax: (264-61) 230 188 / 226 899 / 247 772

## **RWANDA**

Jacqueline Muhongayire (Hon. Ms.)  
Vice-Présidente  
Assemblée nationale du Rwanda  
Kigali, Rwanda  
Tel: (250) 83 980 / 83 970  
Fax: (250) 83 975

Elisa Kabera (Hon. Ms.)  
Assemblée Nationale du Rwanda  
B.P. 352  
Kigali (Rwanda)  
Tel: (250) 83 980 / Fax: (250) 83 975

Claudette Uwomkunda (Ms.)  
Parliament  
Assemblée Nationale du Rwanda  
B.P. 352  
Kigali (Rwanda)

## SEYCHELLES

Ginette Gamatis (Ms.)  
Member of Parliament  
Port Glaud, Seychelles  
Tel: (248) 37 81 44  
C/o Ms. Nidza Monthy  
Ministry of Social Affairs and  
Manpower Development (MSAMD)  
P.O.Box 678  
Victoria, Seychelles  
Tel: (248) 24 10 67  
Fax: (248) 24 17 25

Marie-Louise Potter (Ms.)  
Member of Parliament  
National House  
Mahe, Seychelles  
Tel: (248) 38 30 00  
Fax: (248) 24 17 25

## TANZANIA

Shamim Parkar Khan (Hon. Mr.)  
Member of Parliament  
Parliament of Tanzania  
National Assembly  
P.O.Box 9133  
Dar-es-es-Salaam, Tanzania  
Tel: (255-51) 11 20 65/7  
Fax: (255-51) 11 25 38

## ZAMBIA

Inonge Mbikusita Lewnika (Hon. Dr.)  
Member of Parliament  
National Assembly  
P.O.Box 31299  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 29 24 25  
Fax: (260-1) 29 22 52

## NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS (NGOs)

### ANGOLA

Aurora Junjo (Mme)  
Secrétaire Général Adjoint  
Organization de la Femme angolaises  
Luanda (Angola)  
Tel: (244-2) 32 29 30  
Fax: (244-2) 32 29 30 / 33 87 40

## **BOTSWANA**

Ratang Dijeng (Ms.)  
Chairperson  
Women's NGO Coalition  
Private Bag 00342  
Gaborone, Botswana  
Tel: (267) 32 39 71/32 38 65  
Fax: (267) 32 38 65

## **BURUNDI**

Ndayishimiye Crescence (Mme)  
Secrétaire général  
Présidente du Comité de gestion du Collectif  
Collectif des Associations et  
ONGs féminines du Burundi (CAFOB)  
B.P. 561  
Bujumbura (Burundi)  
Tel: (257) 21 84 09/21 77 58 / Fax: (257) 21 84 09

## **DJIBOUTI**

Safia Hadji Youssouf (Mme)  
Secrétaire Générale de UNFD (ONG)  
B.P. 104  
Djibouti  
Tel: (253) 35 04 21 / Fax: (253) 35 33 99 / 350 174

## **ERITREA**

Luul Gebreab (Ms.)  
President  
National Union of Eritrea Women (NUEW)  
P.O.Box 239  
Asmara, Eritrea  
Tel: (291-1) 11 51 72/11 95 14 / Fax: (291-1) 12 06 28

Almaz Lijam (Ms.)  
Member of the Central Committee  
National Union of Eritrea Women (NUEW)  
P.O.Box 239  
Asmara, Eritrea  
Tel: (291-1) 11 51 72 / 11 95 14  
Fax: (291-1) 12 06 28

## **ETHIOPIA**

Kebede Asrat (Mr.)  
Executive Director  
Christian Relief and Development  
Association (CRDA)  
P.O.Box 5674  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 65 30 46  
Fax: (251-1) 65 22 80

Bezgenawork W/Medhin (Ms.)  
Christian Relief and Development (CRDA)  
P.O.Box 5674  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 65 01 00  
(251-1) 51 27 85  
Fax: (251-1) 61 47 89

## KENYA

Anne L. Barusi Ambwere (Ms.)  
Head, Women's Bureau  
P.O.Box 30276  
Nairobi, Kenya  
Tel: (254-2) 22 84 11  
Fax: (254-2) 22 84 11

Kimonye Mary Wanjira (Ms.)  
Programme Officer  
National Council of Women in Kenya  
P.O.Box 62869  
Naibori, Kenya  
Tel: (254-2) 60 47 38  
Fax: (254-2) 33 58 51

## MALAWI

Mary Nyandovi Kerr (Ms.)  
Chairperson General for NGOs  
P.O.Box 1868  
Blantyre, Malawi  
Tel: (265) 82 76 23  
Fax: (265) 67 23 65

## MOZAMBIQUE

Maria Cidia Monteiro Sultuane (Ms.)  
Women's Forum  
Coordination for Women in Development  
P.O. Box 3632  
Rua Pereira do Lago 147  
Maputo 3, Mozambique  
Tel: (258-1) 49 34 37  
Fax: (258-1) 49 34 37/49 31 37

## NAMIBIA

Sofia Black (Ms.)  
Namibia Non-Governmental Federation (NANGOF)  
P.O.Box 10936  
Khomasdal  
Windhoek, Namibia  
Tel: (264-61) 230 250/265 115  
Fax: (264-61) 211 856



## SEYCHELLES

Jacqueline Sauzier (Ms.)  
Secretary General  
Seychelles Women's Commission  
P.O.Box 885  
Victoria, Mahe, Seychelles  
Tel: (248) 22 53 76  
Fax: (248) 22 53 79

Nathalie Marina Madeleine (Ms.)  
Secretariat  
CASCADE  
Mahé, Secycheles

Irene Bonte (Ms.)  
Secretariat  
MOOSA LANE  
Mahe, Seychelles  
Tel: (248) 30 44 53  
Fax: (248) 30 44 53

## SOUTH AFRICA

Mohau Phoko (Ms.)  
Foundation of Integrity  
P.O.Box 6655  
Johannesburg 2000  
South Africa  
Tel/Fax: (011) 426 3690

## MADAGASCAR

Randriamampionona Lalao (Ms.)  
Conseiller du Premier Ministre  
Présidente Nationale du Comité  
Comité de Concertation et de Coordination des  
Associations et ONG Femmes de Madagascar  
DRV (Coordination des ONE)  
Palais d'Etat de Mahazoarivo  
Antananarivo, Madagascar  
Tel: (261-2) 11 409 12/335 11 407 12  
Fax: (261-2) 22 34 484/22 229 20

## SWAZILAND

Sarah N.H. Dlamini (Ms.)  
Director  
Non-governmental Organisations (CANGO)  
P.O.Box 3084  
Manzini, Swaziland  
Tel: (268) 505 2511/57 624 / Fax: (268) 505 3587 / 53 587

Bongani Yende (Mr.)  
P.O.Box 2390  
Manzini, Swaziland  
Tel: (268) 51 767 / Fax: (268) 42 041

## TANZANIA

Jamillah Mwanjisi (Ms.)  
Tanzania Association of Non-Governmental  
Organizations (TANGO)  
P.O.Box 31147 DSM  
Dar-es-Salaam, Tanzania  
Tel: (255-51) 762 207/8  
Fax: (255-51) 762 207/8

## UGANDA

Kasenene Rehema Nambalirwa (Ms.)  
National Association of Women  
Organisations in Uganda  
P.O.Box 1663  
Kampala, Uganda  
Tel: (256-41) 25 84 63  
Fax: (256-41) 34 52 93

## ZAMBIA

Wina Inonge (Ms.)  
Chairperson  
NGO Coordinating Committee  
P.O.Box 30531  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 23 31 25 / 23 31 63  
Fax: (260-1) 70 43 69

## ZIMBABWE

Salina R. Mumbengegwi (Ms.)  
NANGO  
P.O.Box 135  
Harare, Zimbabwe  
Tel: (263-4) 88 29 30  
Fax: (263-4) 79 49 73

Bookie Monica Kethusegile (Ms.)  
P.O.Box 5690  
Harare, Zimbabwe  
Tel/Fax: (263-4) 79 12 49/73 05 00

## SUBREGIONAL AND INTERNATIONAL INSTITUTIONS

Athaliah Molokomme (Dr.)  
Senior Programme Officer (Gender)  
Southern African Development Community (SADC)  
Private Bag 0095  
Gaborone, Botswana  
Tel: (267) 35 18 63  
Fax: (267) 37 28 48

Sarah Kagoda-Batuwa (Ms.)  
Gender Co-ordinator  
East African Cooperation (EAC)  
Dar-es-Salaam, Tanzania  
Tel: (255-51) 57 4251  
Fax: (255-51) 57 4253/7/8 / 57 4255

Maude Norah Mugisha (Ms.)  
Co-ordinator  
Eastern African Sub-regional Support Initiative (EA-SSI)  
P.O.Box 24965  
Kampala, Uganda  
Tel: (256-41) 543 995  
Fax: (256-41) 543 996 /543 995

Sara Longwe (Ms.)  
Chairperson  
African Women's Development and  
Communication Network (FEMNET)  
36 Villa Wanga Chelston  
P.O.Box 37090  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 28 34 84 / 28 34 34 / 70 08 29  
Fax: (260-1) 22 62 00

Katherine N. Ichoya (Ms.)  
Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)  
P.O.Box 30051  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 22 51 07  
Fax: (260-1) 22 97 25/32 /22 51 07

## UNITED NATIONS

Joyce Mends-Cole (Ms.)  
Senior Regional Gender Advisor  
United Nations Development Programme (UNDP)  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 51 59 19  
Fax: (251-1) 51 25 99

Diana Louise Opar (Ms.)  
Project Co-ordinator  
United Nations Fund for Women (UNIFEM )  
P.O.Box 30218  
Nairobi, Kenya  
Tel: (254-2) 62 43 63/8  
Fax: (254-2) 21 51 05/33 18 97

Wanjiku Muhato (Ms.)  
Regional Advisor Gender Issues  
USAID Regional Office  
P.O.Box 30261  
Nairobi, Kenya  
Tel: (254-2) 75 16 13  
Fax: (254-2) 74 32 04

Stella Anyangwe (Dr.)  
WHO  
P.O.Box 52  
Victoria, Mahé, Seychelles  
Tel: (248) 22 47 95 / 32 48 06 / Fax: (248) 24 10 67

## RESOURCE PEOPLE

Opportune Santos (Ms.)  
Consultant  
B.P. 1996  
Lomé, Togo  
Tel: (228) 22 76 94 / Fax: (228) 27 82 68/22 41 20

Gladys Nhekairo Mutukwa (Ms.)  
Consultant  
Women in Law and Development in Africa (WILDAF)  
P.O.Box 33717  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 70 24 12 / Fax: (260-1) 78 18 86

## INTERPRETERS

Joseph Forsab (Mr.)  
Interpreter  
National Assembly  
Yaounde, Cameroon  
Tel: (237) 22 56 23 / Fax: (237) 23 70 69

Anne-Marie Greis (Ms.)  
ECA Interpreter  
3EL Morsaline Street  
Zamalek  
Cairo, Egypt  
Tel: (202) 3400 786 / Fax: (202) 3400 786

Emmanuel Petros (Mr.)  
Interpreter  
C/o ECA  
P.O.Box 3001  
Addis Ababa, Ethiopia

Muteba Kasanga (Mr.)  
Interpreter  
P.O.Box 784629  
Johannesburg, South Africa

## **ECA SECRETARIAT**

### **SUBREGIONAL DEVELOPMENT CENTRE (SRDC)**

Robert Okello (Mr.)  
OIC, SRDC – Southern Africa  
P.O.Box 30647  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 22 85 02-5 / Fax: (260-1) 23 69 49

Mwaniki Mebo (Ms.)  
Senior Social Affairs Officer  
SRDC – Southern Africa  
P.O.Box 30647  
Lusaka, Zambia  
Tel: (260-1) 22 85 02-5  
Fax: (260-1) 23 69 49

## **ECA SECRETARIAT**

### **AFRICAN CENTRE FOR WOMEN (ACW)**

Joséphine Ouédraogo (Ms.)  
Director  
African Centre for Women  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 51 12 63 / Fax: (251-1) 51 27 85

Hannah Tiagha (Ms.)  
Social Affairs Officer  
African Centre for Women  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 51 72 00 Ex. 35235 / Fax: (251) 51 27 85

Souad Abdennebi (Ms.)  
Regional Advisor  
African Centre for Women  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 51 72 00 / Fax: (251) 51 27 85

Hilda Tadria (Ms.)  
Regional Advisor  
African Centre for Women  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 51 72 00 / Fax: (251) 51 27 85

Françoise Wege (Ms.)  
Social Affairs Officer  
African Centre for Women  
Addis Ababa, Ethiopia  
Tel: (251-1) 51 72 00 / Fax: (251) 51 27 85

Alemayehu Haile (Mr.)  
Project Administrative Officer  
African Centre for Women

Addis Ababa, Ethiopia

Tel: (251-1) 51 72 00 / Fax: (251) 51 27 85

Amare Bekele (Mr.)  
Research Assistant  
African Centre for Women  
Addis Ababa, Ethiopia

Tel: (251-1) 51 72 00 / Fax: (251) 51 27 85

Asnakech Gebre (Ms.)  
Secretary  
African Centre for Women  
Addis Ababa, Ethiopia

Tel: (251-1) 51 72 00 / Fax: (251) 51 27 85

Hewan Dehne (Ms.)  
Secretary  
African Centre for Women  
Addis Ababa, Ethiopia

Tel: (251-1) 51 72 00 / Fax: (251) 51 27 85

Ebenezer Firstoquao (Mr.)  
Translator  
UNECA  
Addis Ababa, Ethiopia

Kabou Etienne (Mr.)  
Translator  
UNECA  
Addis Ababa, Ethiopia

Eddie Bright (Mr.)  
Translator  
UNECA  
Addis Ababa, Ethiopia

Nasser Mostefai (Mr.)  
Translator  
UNECA  
Addis Ababa, Ethiopia